



# RAPPORT 20 D'IMPACT 24

# Année

01

## Introduction

- À propos de nous
- Note de bienvenue

02

## Nos collaborateurs

- Rencontrer l'équipe
- Remerciements

03

## Notre objectif

- Résumé
- Points forts de la réalisation de 2024

04

## Programmes

- LIFE legacy : Renforcer les communautés
- Renforcer les capacités par la formation
- Renforcer les politiques
- Engagement et plaidoyer
- Litiges stratégiques
- Recherche et partage des connaissances
- Croissance organisationnelle
- Expansion et durabilité

05

## Partenariats et Engagements

- Plaidoyer et processus mondiaux
- Expansion de nos partenariats
- Engagements dans le Sud
- Recherche et diffusion des connaissances
- DRIF, autres réunions et engagements
- Programme médias sur les droits numériques et l'inclusion
- Bourse DRILL

06

## Communications et Technologies de l'information

- DRIF 24
- Concours Fill in The Gap
- Ayeta Hackathon
- Lancement de Ripoti 2.0
- Rapports et engagement de contenu
- Plates-formes et outils numériques
- Développement de la défense et de l'engagement numériques
- 4ème court-métrage de PIN, Undersight
- Renforcement de l'identité de la marque et de l'influence des médias
- Enquête sur les médias
- Briefing de fin d'année sur les médias
- Narration et croissance de la communauté
- Développement politique et partage des connaissances
- Faire progresser les droits numériques en 2024 : Publications clés de PIN

07

## Finances et Administration

- Stabilité financière
- Efficacité opérationnelle

08

## Personnes et Culture

- Offrir l'excellence
- Plus de trois ans d'ancienneté

09

## Opérations

- Reconnaissance notable de l'impact
- Automatisation des processus

10

## Suivi, évaluation, recherche et apprentissage (MERL)

- Évaluer l'impact
- Saisir l'apprentissage
- Soutenir la prise de décision fondée sur des données probantes

# A propos de nous

## ➤ Qui sommes-nous

Paradigm Initiative (PIN) est un leader panafricain engagé dans l'élaboration de politiques, le renforcement des capacités et la défense des droits dans l'environnement numérique. Avec plus de 17 ans de présence percutante au Nigeria, près de 10 ans de présence d'autres membres de l'équipe au Cameroun, au Kenya, au Nigeria, au Sénégal, en Zambie et au Zimbabwe, et un engagement sur le terrain dans 21 autres pays, notre approche multiforme comprend le renforcement des capacités, le plaidoyer, les litiges stratégiques, le Forum sur les droits numériques et l'inclusion (DRIF), les communications créatives par le biais de nos courts métrages, l'autonomisation des communautés et la promotion de la liberté de l'internet dans toute l'Afrique.

## ➤ Ce que nous faisons

PIN mène des changements systémiques par le biais de la sensibilisation, de solutions innovantes en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC), de la recherche et de l'engagement direct auprès des communautés. Nos efforts sont axés sur la réduction de la fracture numérique, l'amélioration de la culture numérique et la sauvegarde des droits de l'homme en ligne. Nos diverses initiatives, qui vont du plaidoyer politique à la formation de base et aux litiges stratégiques, sont conçues pour doter les individus et les communautés des outils nécessaires pour prospérer à l'ère numérique.

## ➤ Où nous travaillons

Notre travail couvre plusieurs pays africains et s'étend à certaines régions d'Amérique latine, en se concentrant sur les communautés mal desservies. Grâce à la présence physique de l'équipe et à des partenariats au niveau national, nous veillons à ce que nos programmes répondent aux besoins spécifiques de chaque communauté et favorisent le développement durable.

## Vision

Un monde numériquement inclusif et respectueux des droits.

## La mission

Élaborer des politiques, défendre les droits et renforcer les capacités dans l'environnement numérique en vue d'un monde numériquement inclusif et respectueux des droits.



## Valeurs fondamentales

Les huit valeurs fondamentales suivantes constituent la boussole de notre organisation;

- Liberté d'expression
- l'ouverture
- le respect
- le professionnalisme
- l'intégrité
- Collaboration
- Engagement
- Respect de la vie privée

# Note de bienvenue



Chaque fin d'ère invite à la réflexion, et alors que nous tournons la page de 2024, nous, à Paradigm Initiative, faisons une pause pour réfléchir à notre engagement inébranlable à faire progresser les droits et l'inclusion numériques dans l'ensemble des pays du Sud. L'année écoulée a marqué un chapitre audacieux de notre parcours, car nous avons relevé le défi de voir plus grand, d'agir avec plus d'audace et de nous lancer à l'assaut de nos objectifs ambitieux et audacieux (BHAG).

C'est avec une immense fierté et une grande gratitude que nous présentons notre rapport annuel d'impact 2024, qui retrace les étapes, l'impact et la transformation réalisés dans le cadre de notre plan de gestion stratégique 2024-2028. Ce cadre audacieux et visionnaire nous a fait entrer dans une nouvelle ère d'objectifs, de clarté et d'envergure, fermement ancrés dans notre mission qui consiste à élaborer des politiques, à défendre les droits et à renforcer les capacités dans l'environnement numérique en vue d'un monde respectueux des droits et inclusif sur le plan numérique.

Nos objectifs stratégiques d'influence politique, de renforcement des capacités, d'expansion régionale, de sensibilisation, d'inclusion et d'éducation, d'innovation des programmes, de meilleur lieu de travail et de pérennisation de l'impact institutionnel et de l'héritage sont parfaitement intégrés dans notre plan de gestion stratégique. Ces objectifs servent de plan directeur pour connecter les communautés mal desservies aux opportunités numériques et pour repousser les limites afin de promouvoir un accès équitable à la technologie tout en défendant les droits numériques pour tous. Tout au long du rapport, un thème récurrent est l'opérationnalisation de notre vision stratégique avec des programmes percutants, des actions de plaidoyer audacieuses et des partenariats transfrontaliers, en alignant nos initiatives sur des résultats mesurables et en démontrant des progrès significatifs en vue d'un

changement à long terme.

Nous reconnaissons également la complexité de l'écosystème numérique dans lequel nous opérons, un espace façonné par des technologies en évolution rapide, des changements de réglementation, des réalités politiques et des menaces croissantes pour les libertés en ligne. Notre travail porte sur des questions urgentes telles que l'accès à l'internet, la culture numérique, la sécurité en ligne, la liberté d'expression, la protection des données et la vie privée. Nous restons attentifs aux dynamiques mondiales et locales, qu'elles soient émergentes ou persistantes, qui définissent le paysage des droits numériques et influencent nos stratégies. La collaboration est au cœur de nos progrès. Nous continuons à amplifier notre voix, à étendre notre portée et à renforcer l'écosystème au sens large en établissant des partenariats avec des communautés, des organisations homologues, des bailleurs de fonds et des décideurs politiques.

Nous espérons que ce rapport inspirera la confiance et un engagement plus profond en partageant nos succès, les leçons apprises et les opportunités à venir. Nous restons fermement convaincus qu'un monde numériquement inclusif est réalisable, et que cette vision ne peut être réalisée par une seule organisation, mais par une vision collective, des efforts soutenus et une action courageuse.

Nous vous invitons à voyager avec nous pour réfléchir, apprendre et célébrer ce que nous avons accompli ensemble.

Nous espérons que cette lecture sera enrichissante et éclairante.

**Avec toute notre gratitude,**

**L'équipe de Paradigm Initiative.**

# RENCONTRER L'ÉQUIPE



**Adesuyi Ajibade**  
Finance and Administrative  
Senior Manager



**Angela Onyegbuna**  
IT Officer



**Bridgette Hanani Ndlovu**  
Partnerships and Engagements Officer



**Chiti Mutati**  
Programmes Officer



**'Gbenga Sesan**  
Executive Director



**Giyo Ndzi**  
Communications Officer



**Ihueze Nwobilor**  
Senior Programmes Officer



**Joshua Oke**  
Junior Developer



**Judith Ogutu**  
Communications Manager



**Kenneth Oyeniya**  
Communications Officer



**Khadijah El-Usman**  
Senior Programmes Officer,  
Anglophone West Africa



**Lilian Edike**  
Administrative Officer



**Miriam Beatrice Wanjiru**  
Programmes Officer



**Moussa Waly SENE**  
Programs Officer



**Nnamdi Dim**  
Senior Officer, Finance



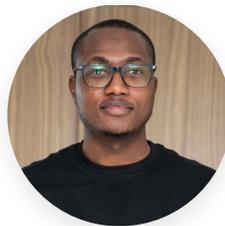
**Nnenna Paul-Ugochukwu**  
Chief Operating Officer



**Peculiar Showale**  
Senior Officer, Executive Assistant



**Samuel Ojezele**  
Senior Officer, Monitoring, Evaluation,  
Research and Learning



**Sani Suleiman**  
Programmes Officer



**Soukeyna Samb**  
Senior Officer, People and Culture



**Thobekile Matimbe**  
Senior Manager, Partnerships and  
Engagements



**Uchechukwu Nwodii**  
Senior Officer, Administration

# Remerciements

Alors que nous repensons à l'année 2024, nos cœurs sont remplis de gratitude pour le soutien que nous avons reçu et qui nous a permis de continuer à remplir notre mission de promotion des droits et de l'inclusion numériques dans les pays du Sud. Les étapes franchies, les obstacles surmontés, les politiques influencées, les lois modifiées et les vies positivement impactées résultent de l'effort collectif d'un remarquable réseau de bailleurs de fonds, de partenaires, du conseil d'administration, de sympathisants, de bénévoles et de membres de l'équipe.

À nos **bailleurs de fonds et donateurs**, vous avez été généreux, vous avez eu confiance en notre vision et vous avez contribué à notre succès à chaque instant. Votre investissement dans nos programmes et nos projets nous a permis de défendre les droits numériques, de combler le fossé numérique et de favoriser l'inclusion dans les communautés à travers le continent et au-delà. Votre foi dans le pouvoir de transformation de la technologie continue d'inspirer notre travail et de susciter des changements significatifs.

À nos **partenaires**, nous apprécions votre collaboration, qui a été la marque de notre travail. Votre co-création avec nous et votre engagement commun en faveur d'un avenir numérique plus équitable ont amplifié notre impact. En travaillant ensemble, nous avons organisé des événements communs, créé des outils innovants et atteint de nouvelles communautés, une empreinte numérique à la fois.

Nous sommes reconnaissants aux **membres de notre conseil d'administration** pour leur leadership visionnaire et leurs conseils. Vous nous avez continuellement fourni des orientations stratégiques qui ont contribué à façonner la trajectoire du PIN tout en garantissant la durabilité de nos efforts. Votre attachement à la bonne gouvernance a également joué un rôle majeur dans l'influence de cette pratique positive.

À nos **sympathisants et défenseurs**, merci d'amplifier notre message et de soutenir la cause des droits numériques et de l'inclusion. Vos voix, qu'elles soient partagées par le biais des médias sociaux, d'événements ou d'un activisme de base, ont mis en lumière des questions importantes, gagnant un terrain considérable tout en construisant la solidarité nécessaire pour faire changer les choses.

À nos **bénévoles**, nous apprécions votre dévouement et votre volonté de mettre votre temps et vos compétences au service de notre mission. Votre altruisme et votre enthousiasme ont apporté de l'énergie et de l'innovation à nos initiatives, nous rappelant le pouvoir de l'action communautaire.

À **l'équipe de PIN**, merci pour votre passion, votre résilience, votre engagement et votre volonté de vous montrer, que ce soit sur le terrain ou dans les coulisses. Votre travail acharné et votre créativité ont été les principaux moteurs de nos réalisations cette année. Vous portez avec grâce l'esprit de la PIN, et vos efforts inspirent confiance dans un avenir numérique plus lumineux et plus inclusif, où la technologie permet à chacun de s'épanouir et de s'élever, partout dans le monde.

Veuillez accepter nos remerciements les plus sincères.

# Résumé



## ***Personne ne peut siffler une symphonie. Il faut un orchestre pour la jouer***

La citation ci-dessus de **Halford E. Luccock**, pasteur méthodiste américain et professeur d'homilétique à la Yale Divinity School, rend parfaitement compte de l'esprit de collaboration qui a défini notre travail en 2024. À Paradigm Initiative, nous ne nous sommes pas contentés de jouer notre rôle ; nous avons réuni un orchestre de partenaires, de communautés, de bailleurs de fonds et d'acteurs du changement pour défendre les droits et l'inclusion numériques dans l'ensemble du Sud.

Ce rapport annuel d'impact 2024 offre une vue d'ensemble de nos activités, programmes, projets et efforts de communication tout au long de l'année. Dans ces pages, vous trouverez les résultats de l'action collective, soulignant les réalisations, les témoignages, les points forts des départements et notre orientation stratégique à l'horizon 2025.

Ce rapport présente le travail de notre département des programmes, y compris l'expansion de notre initiative phare LIFE Legacy, la bourse Ajegunle Legacy, et notre travail de contentieux stratégique. Il montre comment nous avons fait progresser les droits numériques et l'inclusion par le biais d'engagements en matière de politique numérique, de cafés Afrocities, de notes politiques, de rassemblements, de leadership éclairé, de résultats de recherche et d'efforts de renforcement des capacités. Nous présentons également nos outils de sécurité numérique, Ripoti et Ayeta, qui soutiennent la sécurité et la responsabilité numériques. La section du département « Partenariats et engagements » met en lumière le Forum sur les droits et l'inclusion numériques (DRIF24), notre Digest de politique numérique, le rapport Londa 2023 sur l'état des droits et de l'inclusion numériques en Afrique et la bourse du Laboratoire d'apprentissage sur les droits et l'inclusion numériques (DRILL).

Les départements des communications et des technologies de l'information (TI) mettent en lumière des campagnes telles que la campagne Africa Connected et le concours Fill in the Gap, qui invitait les jeunes Africains à contribuer à l'intrigue de notre quatrième court-métrage, ainsi que le hackathon Ayeta 2.0, qui a favorisé l'innovation en matière de sécurité numérique.

Vous verrez également comment notre équipe Finances et administration a veillé à l'utilisation responsable des ressources et a contribué au bon déroulement de la logistique des événements, des voyages et des opérations de bureau. L'équipe « Personnes et culture » s'est concentrée sur le renforcement des capacités et du bien-être de la main-d'œuvre, tandis que les équipes « Opérations » et « Suivi, évaluation, recherche et apprentissage » (MERL) ont veillé à l'efficacité de la mise en œuvre des programmes, suivi les progrès accomplis et facilité les corrections de trajectoire.

Nos efforts ont porté sur les développements stratégiques, l'expansion des programmes, la défense des politiques, la communication créative et les interventions juridiques. Il convient de noter qu'au moment où les rideaux se sont refermés en 2024, Paradigm Initiative avait atteint un taux de performance de 85 %, ce qui est illustré par les initiatives que nous avons lancées avec succès, encourageant l'autonomisation numérique et la défense des droits numériques.

# Faits marquants de la réalisation de 2024

---

En 2024, nous avons mis en œuvre notre Plan de gestion stratégique (PGS) 2024-2028, qui a ouvert une nouvelle ère d'ambition audacieuse et d'exécution disciplinée. Ancré dans notre mission d'élaboration des politiques, de défense des droits et de renforcement des capacités, le PGS fournit une feuille de route claire pour favoriser la durabilité, l'innovation et la collaboration. Nos efforts ont porté sur le développement stratégique, l'expansion des programmes, la défense des politiques, la communication créative et les interventions juridiques. En conséquence, nous avons clôturé l'année avec un taux de performance des projets de 85 %, ce qui témoigne de notre engagement en faveur de l'impact et de l'excellence.

Notre travail en 2024 s'est appuyé sur six piliers fondamentaux : Sensibilisation, inclusion et éducation (21 %), pérennisation de l'héritage et de l'impact institutionnels (16 %), influence sur les politiques (14 %), innovation dans les programmes (14 %), renforcement des capacités (13 %), meilleur lieu de travail (12 %) et expansion régionale (10 %). Les activités et les résultats de chaque département sont alignés sur ces piliers, ce qui garantit des progrès cohérents et mesurables vers notre vision d'un monde numériquement inclusif et respectueux des droits.

La sensibilisation et la promotion de l'inclusion par l'éducation ont changé la donne pour nous. Nous avons contribué de manière significative au développement de programmes éducatifs et d'initiatives inclusives en dotant les communautés et les parties prenantes de connaissances et de compétences numériques essentielles. Cela renforce notre engagement à donner aux individus les moyens de naviguer dans les espaces en ligne en toute sécurité, avec confiance et efficacité.

En réfléchissant à notre parcours, nous reconnaissons l'importance de maintenir l'héritage et l'impact institutionnels. Il est essentiel d'avoir une vision à long terme pour soutenir les efforts de sensibilisation et les interventions qui continuent à faire la différence. Les fondations solides que nous avons construites garantissent la continuité des droits numériques et des efforts d'inclusion qui transcendent les générations.

L'influence sur les politiques reste cruciale pour notre travail, en particulier dans notre engagement avec les décideurs politiques et notre plaidoyer en faveur de politiques numériques respectueuses des droits et inclusives. Dans le même temps, l'innovation

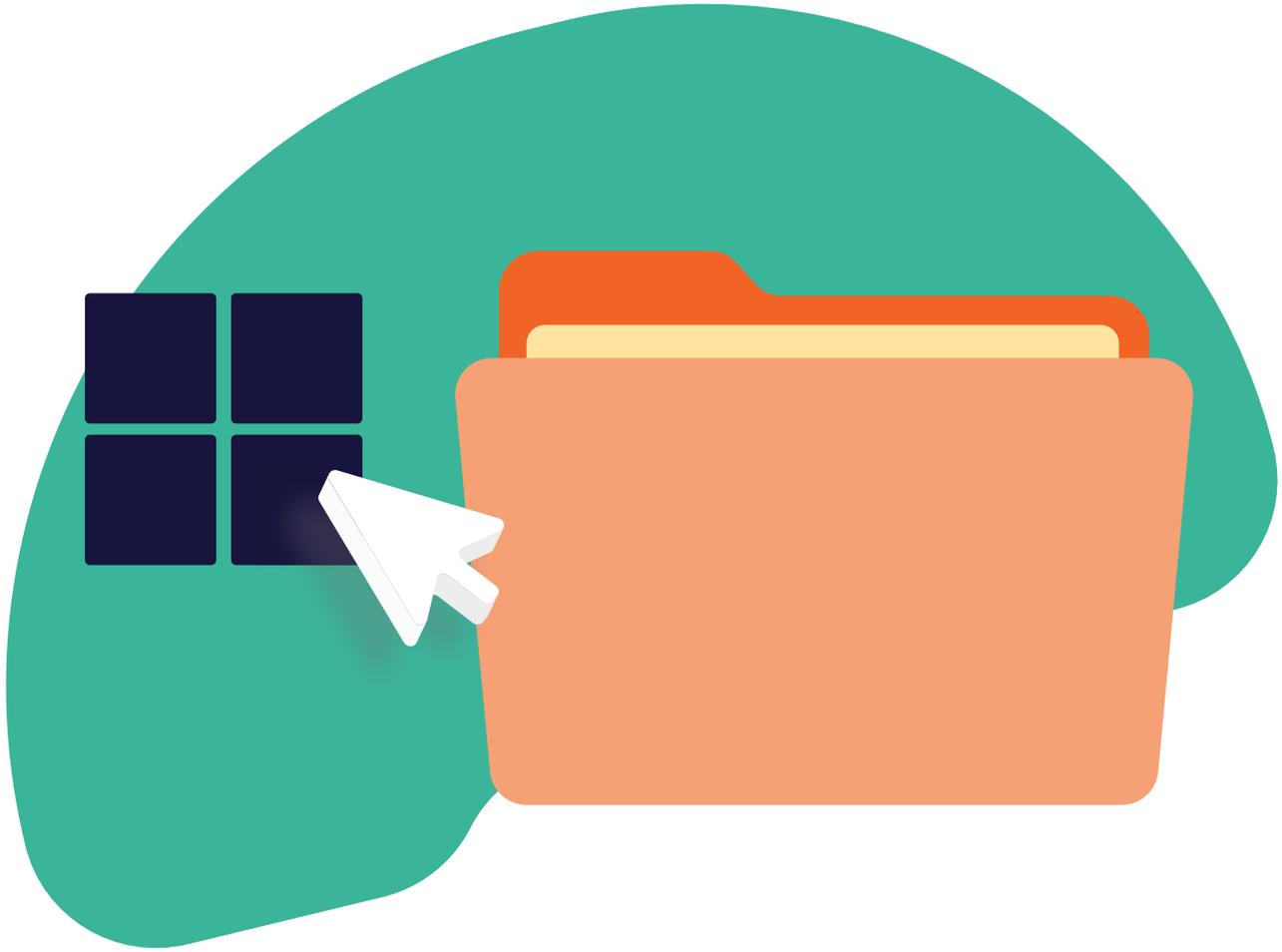
des programmes est essentielle pour garantir que nos interventions restent adaptables et pertinentes dans un paysage numérique en constante évolution. Des approches créatives en matière de plaidoyer et le déploiement de solutions technologiques permettront de combler les lacunes en matière d'inclusion numérique.

Nos initiatives de renforcement des capacités ont continué à renforcer la capacité des parties prenantes à défendre les droits numériques et à y contribuer activement. Chez PIN, nous favorisons intentionnellement une culture d'entreprise positive qui donne la priorité au bien-être de l'équipe tout en soutenant une main-d'œuvre durable et motivée. Nous avons jeté les bases d'une expansion régionale, élargissant notre champ d'action et renforçant notre engagement en faveur d'une défense des droits numériques sans frontières, avec un impact inclusif et majoritaire à l'échelle mondiale.

lors que nous progressons dans notre travail sur les six piliers stratégiques, l'un des points forts de ce rapport est la manière tangible dont nous avons mis en œuvre notre vision stratégique. Nous avons mis en place des programmes innovants, renforcé nos efforts de plaidoyer et étendu nos interventions dans plusieurs pays en fonction de résultats mesurables, garantissant ainsi une plus grande responsabilité et un meilleur impact. L'accent que nous mettons sur les partenariats et la collaboration est au cœur de nos progrès. Conscients de la complexité des droits numériques et de l'inclusion, nous avons approfondi notre engagement auprès de la société civile, des organisations de base, des organisations communautaires, des organisations non gouvernementales (ONG), des donateurs, des gouvernements, des médias, des universités et des acteurs du secteur privé. Ces partenariats ont joué un rôle crucial en amplifiant nos voix, en nous offrant des opportunités et des plateformes pour influencer les politiques et renforcer l'écosystème de défense des droits numériques. Cette année, l'innovation a été un moteur important de notre travail. Nous avons exploré des approches créatives pour documenter les violations des droits numériques à l'aide de la technologie, comme l'illustrent nos courts métrages et podcasts percutants. Ces efforts soulignent nos initiatives de plaidoyer tout en veillant à ce que les communautés vulnérables et affectées restent au premier plan.

Dans un esprit de progrès collectif, continuons à forger un avenir où chacun, partout, peut exploiter le pouvoir de transformation de la technologie.

**Rapports départementaux**



## Programmes

Le département des programmes joue un rôle central dans la traduction de la mission et de la stratégie de Paradigm Initiative en actions concrètes. Nous collaborons avec des partenaires et des bailleurs de fonds pour mettre en œuvre des programmes communautaires fondés sur les droits, qui intègrent le plaidoyer,

le renforcement des capacités, l'influence sur les politiques et les litiges stratégiques afin d'obtenir des résultats immédiats et des changements systémiques à long terme.

## LIFE Legacy : Renforcer les communautés

En 2024, notre programme phare LIFE Legacy a étendu son empreinte à 11 pays, contre six l'année précédente. Avec le soutien de nos partenaires, nous avons formé 707 jeunes individus à travers 25 cohortes de formation achevées, étendant notre portée au Cameroun, à la République démocratique du Congo (RDC), au Ghana, au Kenya, au Sénégal, au Soudan du Sud, au Liberia,



à l'Ouganda, à la Tanzanie, à la Zambie et au Zimbabwe. Au Sénégal, nous avons renforcé notre soutien en fournissant 60 ordinateurs portables à trois partenaires de mise en œuvre, renforçant ainsi leur capacité à fournir des programmes d'inclusion numérique. Nous avons également lancé le programme LIFE@School au Cameroun et en Tanzanie, afin de dispenser une éducation numérique de base aux jeunes apprenants dans le cadre scolaire.

// *L'un de nos participants est aujourd'hui le PDG d'YENU Technologies, qui fournit des solutions numériques telles que la conception graphique, l'impression, la conception de sites web et la cybersécurité*

– **Partenaire du programme LIFE Legacy**

Nous avons également organisé un atelier de renforcement des capacités des partenaires et de révision du programme, qui a permis aux partenaires de mise en œuvre de disposer d'outils pour une mise en œuvre efficace du programme, la durabilité organisationnelle et l'apprentissage par les pairs. Ce processus de collaboration a permis la révision prochaine du programme LIFE Legacy afin de mieux l'aligner

sur les tendances mondiales et les besoins locaux.

Grâce à notre projet Ajegunle Legacy, nous avons soutenu quatre étudiants de l'enseignement supérieur, réaffirmant ainsi notre engagement en faveur de l'éducation et du développement des compétences.

// *“Le prix Taiwo Bankole m'a permis d'améliorer mes résultats scolaires. Ma moyenne était de 4,59 au second semestre pour le niveau 200, mais elle a augmenté au premier semestre pour le niveau 300, puisque j'ai obtenu une moyenne de 4,86.”*

– **Lauréat du prix Taiwo Bankole.**

// *“Mon père est décédé et ma mère travaille comme nounou et gagne à peine 100 000 nairas par mois. J'étais sur le point d'abandonner l'école malgré mes bons résultats scolaires... Cette bourse m'a permis de me concentrer sur mes études”*

– **Lauréat du prix Taiwo Bankole.**

## Renforcer les capacités par la formation



Dans le cadre de notre Académie des droits numériques, nous avons formé 103 personnes au Botswana, en Zambie et en Tanzanie aux droits numériques, à la cybersécurité et à la protection contre les préjudices en ligne. Parmi les participants figuraient des femmes politiques, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des étudiants qui ont acquis des connaissances essentielles sur la protection des libertés numériques au sein de leurs communautés. Nous avons également donné des conférences sur les droits numériques à 50 étudiants de l'université panatlantique, formant ainsi la prochaine génération de technologues et de dirigeants conscients des droits.

En partenariat avec le ministère de promotion de l'égalité des sexes et de l'enfance en Sierra Leone, nous avons organisé un webinaire « All-Aboard » pour 50 filles en Afrique de l'Ouest, leur permettant de reconnaître et de se protéger contre la violence sexiste en ligne (OGBV). Grâce à un atelier de formation des formateurs organisé en collaboration avec le West Africa Civil Society Institute (WACSI) et le Civic Space Resource Hub (CSR Hub), nous avons renforcé la sécurité numérique de 20 organisations de la société civile au Nigéria et au Sénégal avec une série de formations en quatre parties sur la cybersécurité.

**103** Individus formés aux droits numériques  
**20** Sociétés civiles organisations habilitées

**74** Formations des forces de l'ordre

Dans le cadre de notre projet « Stemming the Tide of Abuse in Nigeria's Digital Space » (STANDS), nous avons formé 74 agents chargés de l'application de la loi et procureurs au Nigeria, en les dotant des connaissances et des outils nécessaires pour faire respecter les droits numériques dans leur travail et répondre plus efficacement aux préjudices en ligne.

## Renforcer l'engagement politique et le plaidoyer



En 2024, Paradigm Initiative a contribué à la politique nationale en matière d'éducation numérique en façonnant activement le cadre nigérian de littératie numérique (NDLF). Cet effort nous a permis de nous positionner comme un acteur clé dans le renforcement de l'approche du Nigéria en matière d'éducation numérique inclusive et respectueuse des droits. Cette année a également vu le lancement de notre Digital Policy Engagement Series (DiPES), une initiative phare qui reflète l'ampleur du travail politique de la PIN. Dans le cadre de DiPES, nous avons organisé cinq sessions à Abuja (Nigeria) et à Dar es Salaam (Tanzanie), couvrant des développements législatifs essentiels tels que le projet de loi sur les droits et libertés numériques du Nigeria, la loi sur la cybercriminalité, la stratégie émergente en matière d'IA, les projets de loi sur l'économie numérique et la loi tanzanienne sur la protection des données à caractère personnel.

En complément du DiPES, nous avons développé notre Afrocities Café, une plateforme

de rencontre dynamique et interactive qui favorise les conversations locales sur la politique numérique. En 2024, nous avons organisé des sessions à Nairobi (Kenya), Port Harcourt et Lagos (Nigeria), Dakar (Sénégal) et Lusaka (Zambie). Ces sessions ont rassemblé diverses parties prenantes pour explorer des thèmes tels que la protection des données, l'infrastructure de l'internet et les droits numériques, facilitant ainsi un dialogue riche et une collaboration transfrontalière.

Nous avons également approfondi notre engagement auprès des principaux organismes de réglementation et d'élaboration des politiques du Nigeria, notamment le ministère de l'éducation, l'agence nationale de développement des technologies de l'information (NITDA), la commission nigérienne de protection des données (NDPC) et la commission nigérienne des communications (NCC). Notre plaidoyer a mis l'accent sur l'importance d'intégrer des garanties de protection des données et de la vie privée dans le déploiement des technologies EdTech. Pour renforcer ce message, nous avons organisé des webinaires ciblés à l'intention des déployeurs et des utilisateurs d'EdTech, ainsi qu'une campagne de sensibilisation du public qui a mis en lumière les risques et les responsabilités dans l'espace EdTech.

Au niveau régional, nous avons organisé une table ronde sur la protection des données et la souveraineté numérique au Sénégal, à laquelle ont participé plus de 40 organisations de la société civile (OSC) et organismes de réglementation. Cet événement a fourni un espace stratégique pour aligner les priorités, échanger des expériences et approfondir la coopération continentale sur les droits numériques et la gouvernance des données.

Nous avons révélé une importante violation de données au Nigéria, ce qui a suscité une grande attention au niveau national et a donné lieu à des événements de presse très médiatisés dans tout le pays. L'affaire a bénéficié d'une large couverture médiatique, atteignant une audience consolidée de 735 446 992 personnes. Elle a été rapidement reprise par diverses parties prenantes, y compris des agences gouvernementales et leurs représentants, et a suscité de vifs débats sur les plateformes de médias sociaux et grand public. Ces discussions ont soulevé des questions urgentes sur la sécurité et le traitement des données des citoyens détenues par le

gouvernement. En réponse, la PIN a déposé un dossier d'intérêt public contre les principales institutions chargées de la collecte et de la gestion des données. Il s'agit de la National Identity Management Commission (NIMC), de la Central Bank of Nigeria (CBN), du Nigeria Inter-Bank Settlement Systems PLC (NIBSS), du Nigeria Immigration Service (NIS), du Federal Inland Revenue Service (FIRS), du Federal Road Safety Corp (FRSC), de l'Independent National Electoral Commission (INEC), de la Nigeria Data Protection Commission (NDPC) et du Procureur général de la Fédération. Cette affaire historique a catalysé une vague de discours publics, suscité des réponses institutionnelles et continue de servir de point de référence clé dans les conversations sur les pratiques de gouvernance des données au Nigeria. Il est important de noter qu'elle a également inspiré un mouvement plus large, motivant davantage d'organisations de la société civile à poursuivre activement l'application des droits numériques et la responsabilité en matière de protection des données.

À l'approche des élections générales au Ghana l'année dernière, nous avons organisé la réunion sur les droits numériques et les élections en Afrique (DREAM) à Accra, suivie d'une conférence de presse. Un large éventail de parties prenantes a participé à la réunion, notamment des représentants de partis politiques, des organisations de la société civile, des médias, des organismes de télécommunications et de régulation, ainsi que des agences de développement. Les participants se sont fermement engagés à soutenir un processus électoral équitable, inclusif et transparent au Ghana. Ces engagements se sont traduits par un impact significatif : les élections se sont déroulées librement et équitablement, sans coupure d'Internet, et ont été caractérisées par des engagements respectueux des droits. Notamment, plusieurs représentants de partis ayant participé à DREAM ont ensuite remporté des mandats électifs, jetant les bases d'un gouvernement plus conscient et plus sensible aux droits et à l'inclusion numériques. Ce travail a complété notre participation au projet Digital Frontiers, dans le cadre duquel DAI Global a organisé une réunion sur la répression numérique pour le compte de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et de ses partenaires à Nairobi, au Kenya. Cet événement a attiré l'attention sur les nouvelles menaces qui pèsent sur la liberté numérique et sur la nécessité d'apporter des

réponses coordonnées.

Au niveau mondial, nous avons contribué à l'élaboration de cadres de gouvernance par le biais de plus de six soumissions à des processus multilatéraux et multipartites clés. Nous nous sommes notamment engagés auprès de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), de Net Mundial, du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), de l'Organe consultatif des Nations unies sur l'IA et du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO). Dans toutes ces soumissions, nous avons constamment plaidé pour l'adoption de modèles multipartites dans les organes de gouvernance et de normalisation de l'internet, pour l'intégration des principes des droits de l'homme dans la conception, le développement et le déploiement des technologies numériques, et pour une opposition ferme à toute pratique favorisant la fragmentation de l'internet.

## Contentieux stratégique



Nos efforts de litige stratégique ont marqué une victoire importante dans le paysage des droits numériques du Nigeria avec un jugement historique dans l'affaire *Molehin v. United Bank for Africa (UBA)*. La Haute Cour fédérale du Nigeria a accordé 7,5 millions d'euros de dommages et intérêts, estimant qu'UBA avait violé le droit à la vie privée de la plaignante en ouvrant un compte domiciliaire à son nom sans son consentement. Le tribunal a estimé qu'il s'agissait d'un cas de traitement non autorisé de données personnelles et d'une violation des principes de protection des données.

**29** Cas en cours au Nigeria, Ghana et Kenya

**6** Nouveau Ripoti Partenaires

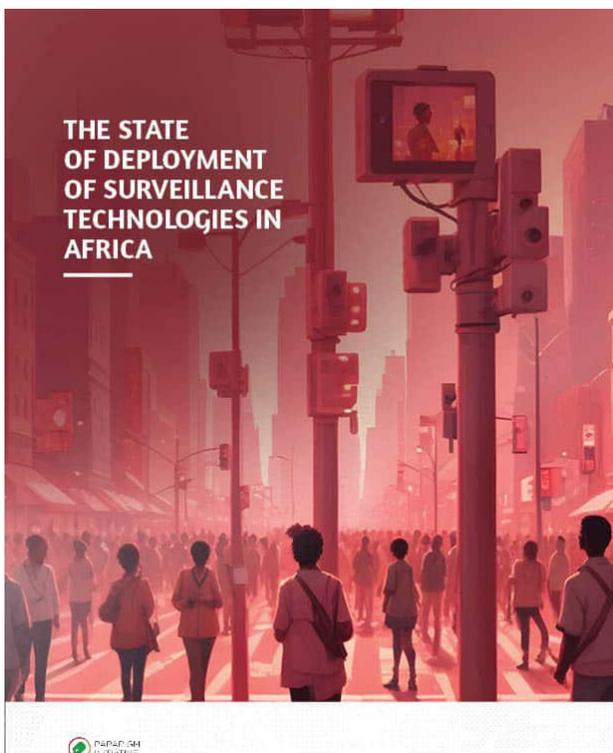
Plus important encore, le jugement réaffirme que les individus ont un droit juridiquement exécutoire à la confidentialité des données et à un traitement des données fondé sur le consentement.

Cette affaire est une étape importante pour les litiges stratégiques en matière de droits numériques au Nigeria. Elle crée un précédent essentiel en matière de responsabilité des entreprises dans l'utilisation abusive des données et les violations de la vie privée, renforçant le potentiel des actions en justice pour obtenir justice, renforcer l'application de la réglementation et dissuader les entités privées de commettre d'autres abus à l'avenir.

Au-delà de cette affaire, nous avons soutenu 29 affaires juridiques en cours au Ghana, au Kenya et au Nigeria. Une affaire a été résolue positivement grâce à l'intervention de la police, tandis que deux autres se sont conclues par des jugements défavorables. Ces résultats soulignent l'importance d'impliquer le système juridique dans la construction d'un solide corpus de jurisprudence en matière de droits numériques. Ils réaffirment également le besoin urgent de formation judiciaire, une lacune que nous restons déterminés à combler. Parallèlement, nous avons mis en œuvre un plan de plaidoyer pour favoriser l'expansion de Ripoti, notre plateforme de signalement des violations des droits numériques. Nous avons ainsi obtenu un regain d'intérêt de la part de six nouveaux partenaires, ce qui a permis de renforcer la portée et l'impact de Ripoti.

## Recherche et partage des connaissances

Au cours de l'année, nous avons collaboré avec des partenaires clés sur une série d'initiatives de recherche impactantes visant à renforcer la politique et la pratique des droits numériques à travers l'Afrique. L'un de nos points forts a été la publication d'un rapport sur l'intelligence artificielle (IA) développé avec le soutien de TrustLaw et lancé à Kampala, en Ouganda. Ce rapport examine les approches juridiques non contraignantes et l'état des stratégies nationales en matière d'intelligence artificielle au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda, au Sud-Soudan, en Zambie et à Maurice, offrant ainsi une



vue comparative du paysage de l'intelligence artificielle dans la région. Nous avons également collaboré avec le Center for Democratic Technology (CDT) à une étude novatrice sur les politiques de modération de contenu en kiswahili, qui se concentre sur la manière dont les grandes plateformes technologiques modèrent le contenu dans des langues à faibles ressources comme le kiswahili au Kenya et en Tanzanie. Le rapport met en lumière des défis tels que l'exploitation des travailleurs itinérants et propose des recommandations aux décideurs politiques, aux activistes et aux opérateurs de plateformes afin d'améliorer la transparence et l'équité dans la gouvernance des contenus.

Notre [rapport sur l'état du déploiement des technologies de surveillance en Afrique](#) a analysé de manière critique la répression numérique croissante, rendue possible par les logiciels espions, les technologies de surveillance et les exportations non réglementées des grandes entreprises technologiques et des opérateurs de réseaux mobiles. Le rapport a suscité l'intérêt des parties prenantes de tous les secteurs et a été utilisé dans le cadre d'un plaidoyer direct auprès d'une entreprise de télécommunications, validant ainsi sa pertinence et son influence. En collaboration avec l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), nous avons apporté notre expertise à l'étude de marché du système de noms de domaine africain (DNS), en identifiant les principales lacunes politiques

et structurelles de l'écosystème numérique régional. Nous avons élaboré et publié [une boîte à outils sur la diligence raisonnable en matière de droits de l'homme à l'intention des petites et moyennes entreprises technologiques](#) afin de soutenir l'innovation responsable au sein des petites entreprises. Cette boîte à outils fournit des conseils pratiques aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux acteurs de l'économie parallèle pour identifier, prévenir, atténuer et rendre compte des impacts négatifs potentiels sur les droits de l'homme dans leurs activités.

Tout au long de l'année, nous avons également produit quatre éditions des Digests de politique numérique de PIN, offrant une analyse approfondie et opportune des développements en matière de droits numériques en Afrique et au-delà. La série 2024 a exploré

- Zimbabwe's Cyber and Data Protection Regulations, 2024
- Le règlement du Zimbabwe sur la cyberprotection et la protection des données, 2024
- La politique namibienne d'enregistrement des cartes SIM et de collecte des données biométriques
- La participation du public au processus d'élaboration de la politique du Zimbabwe en matière d'intelligence artificielle
- la proclamation de l'Éthiopie sur le discours haineux et la désinformation
- Loi ougandaise sur les personnes handicapées, 2020
- L'approche centrée sur l'homme de l'Afrique en matière d'IA, de robotique et de technologies émergentes dans le domaine de la sécurité
- Paysage de la gouvernance de l'internet de l'Inde avec plusieurs régulateurs
- Stratégie nationale de la Sierra Leone en matière d'innovation et de numérique (2019-2029)

Chaque édition du Digest de politique numérique a renforcé notre appel aux décideurs politiques et aux praticiens à réformer leurs politiques et à s'aligner sur les principes des droits numériques. Ensemble, ces efforts de recherche ont permis d'approfondir la compréhension des questions urgentes de politique numérique, d'éclairer le plaidoyer stratégique et de doter les parties prenantes d'outils leur permettant de conduire des changements significatifs.

## Croissance, expansion et durabilité de l'organisation



En 2024, Paradigm Initiative a fait des progrès significatifs dans l'expansion de son empreinte, le renforcement de la durabilité et l'approfondissement de son influence dans l'ensemble de l'hémisphère Sud. L'enregistrement de notre bureau au Kenya a constitué une étape clé, renforçant notre présence et notre base opérationnelle en Afrique de l'Est, une région stratégique pour notre travail. Tout au long de l'année, nous avons participé activement et parrainé la participation à des forums mondiaux majeurs tels que MozFest Zambia, le Forum sur la liberté de l'Internet en Afrique (FIFAfrica) et le Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF), qui se sont tenus à Riyad, en Arabie Saoudite, à Dakar, au Sénégal, et à Addis-Abeba, en Éthiopie. Ces plateformes ont permis au PIN d'établir des relations de grande valeur, de renforcer les partenariats et de collaborer à des initiatives régionales et mondiales en matière de gouvernance de l'internet.

L'un des points forts de notre engagement interne a été notre rôle de chef de file en tant que secrétariat de l'Alliance mondiale pour le Sud (GSA). Conformément à notre stratégie visant à amplifier les perspectives du Sud, nous avons organisé deux réunions ouvertes qui ont attiré plus de 250 participants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En outre, nous avons facilité 11 sessions de coordination mensuelles impliquant 13 organisations membres de la GSA, favorisant une collaboration plus forte et un plaidoyer partagé entre les régions. Nos efforts ont encore été validés lorsque deux sessions dirigées par la GSA et axées sur l'avancement de la défense des droits numériques ont été acceptées pour RightsCon 2025, l'un des principaux sommets mondiaux sur les droits de l'homme à l'ère numérique.

Nous avons également utilisé des formats créatifs et attrayants pour atteindre de nouveaux publics et les sensibiliser. Nous avons notamment projeté notre court métrage, *Undersight*, sur la scène principale du Mozilla Festival, mettant en lumière les questions clés de la surveillance et de la responsabilité par le biais d'une narration. Cette approche multimédia a permis d'étendre la portée et la résonance de notre message au-delà des espaces politiques traditionnels.

Grâce à ces engagements, PIN a noué de nouveaux partenariats et ouvert des portes à la collaboration, en particulier avec les jeunes et les acteurs locaux. Un excellent exemple est notre partenariat en cours avec l'African Youth IGF, catalysé par les discussions à l'IGF, pour mettre en œuvre conjointement des initiatives de gouvernance de l'internet et faire progresser les efforts d'inclusion numérique conformément à la vision et à la mission de PIN. Ces efforts combinés reflètent notre engagement en faveur d'une croissance durable, d'une solidarité interrégionale et d'un impact à long terme dans l'écosystème évolutif des droits numériques.



## Partenariats et engagements

En 2024, le département des partenariats et des engagements (P&E) a joué un rôle déterminant dans le renforcement de notre plaidoyer, en élargissant notre influence et en approfondissant la collaboration entre divers groupes de parties prenantes. Le département a facilité l'échange de connaissances, renforcé la crédibilité de PIN et créé des voies pour un impact soutenu et un soutien à long terme en engageant activement des partenaires, des bailleurs de fonds, des organisations homologues, des décideurs politiques et des communautés.

Tout au long de l'année, le département a orienté son travail grâce à un cadre stratégique fondé sur les quatre P - politique, partenaires, pratique et programmes. Cette approche nous a permis de naviguer dans un paysage complexe et de plus en plus difficile en matière de droits numériques, marqué par quatre fermetures d'Internet liées à des élections, ainsi que par d'autres perturbations ciblées ; l'émergence d'une cyberlégislation problématique dans

de nombreuses juridictions ; l'augmentation des attaques contre les journalistes et les plateformes médiatiques pour l'expression en ligne ; et une fracture numérique croissante, qui a un impact sur les communautés marginalisées. En réponse à ces problèmes, nos partenariats ont joué un rôle essentiel dans la mise en place d'interventions opportunes et d'un plaidoyer coordonné. Ces collaborations nous ont aidés à surveiller les violations, à sensibiliser et à nous engager de manière constructive avec les décideurs, en veillant à ce que les récits et les politiques respectueux des droits restent au cœur des discussions sur la gouvernance numérique. Au niveau mondial, nous avons participé à des engagements historiques, contribuant aux dialogues internationaux et positionnant Paradigm Initiative comme une voix de premier plan du Sud. Notre travail avec les alliés a permis de réagir avec souplesse aux menaces émergentes tout en ancrant nos programmes dans des valeurs partagées et une action collective.

## Plaidoyer et processus mondiaux

Paradigm Initiative a renforcé son rôle d'acteur clé dans l'élaboration de la politique numérique aux niveaux mondial et régional. Nos efforts de plaidoyer ont été guidés par un engagement à promouvoir la gouvernance multipartite, l'inclusion numérique et les écosystèmes numériques respectueux des droits, en particulier dans les pays du Sud.

Nous avons activement contribué aux dialogues politiques mondiaux et aux processus multilatéraux qui façonnent l'avenir. Nous avons soumis des propositions au processus d'examen NetMundial+10, en évaluant les progrès réalisés en matière de multipartisme dans la gouvernance de l'internet et en soulignant les lacunes dans la recherche de consensus et la prise de décision au sein des forums mondiaux. Nous avons participé à l'élaboration du processus d'adoption du Pacte mondial pour le numérique (PMN), en contribuant à plusieurs versions du document de consensus, en soumettant des contributions sur le traité des Nations unies sur le cyberspace et en nous joignant aux sessions du groupe de travail à composition non limitée des Nations unies sur la sécurité des technologies de l'information et de la communication et de leur utilisation.

Pour couronner nos engagements mondiaux, PIN a participé au Sommet de l'avenir des Nations unies, où nous avons rejoint les parties prenantes qui plaident en faveur de l'inclusion numérique et de l'accès à l'internet, de la gouvernance technologique multipartite et du développement des technologies émergentes dans le respect des droits, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité. PIN a également utilisé cette plateforme pour plaider en faveur de l'engagement des États membres dans des programmes africains d'alphabétisation numérique tels que notre programme LIFE Legacy. Bien que notre liste de souhaits pour le CDG n'ait pas été entièrement satisfaite, nous nous sommes félicités de la forte reconnaissance de l'inclusion numérique, une priorité clé pour le Sud global. Nous avons formellement approuvé le CDG, ce qui a permis de sensibiliser l'opinion publique au niveau régional.

Nous avons considérablement approfondi notre plaidoyer au sein des mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme, notamment en nous engageant auprès de la Commission

africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). Au cours d'une année marquée par 21 élections dans toute l'Afrique, nous avons influencé l'adoption de la résolution 580 de la CADHP sur les fermetures d'Internet et les élections. Cette résolution appelle les États africains à s'abstenir de couper l'accès à Internet pendant les élections, afin de promouvoir le libre accès à l'information et la liberté d'expression. Nous avons présenté une déclaration à la CADHP lors de la 79e session ordinaire, saluant l'adoption de la résolution. PIN a également présenté un mémoire exhortant les États ayant des élections à venir à garantir un accès ininterrompu à Internet, le gouvernement du Soudan à lever les blocages de télécommunications affectant la circulation de l'information pendant les conflits et les crises humanitaires, et le gouvernement du Nigeria à mettre fin au harcèlement et à l'arrestation arbitraire de journalistes en vertu de la loi sur les cybercrimes de 2015, en particulier la saisie d'appareils numériques qui porte atteinte à la liberté des médias.

Lors de la 81e session ordinaire, PIN a également exhorté la Commission à demander à l'Égypte, au Burundi, au Malawi, au Niger et à d'autres États de défendre la liberté des médias, d'abroger les dispositions relatives aux fausses nouvelles, de s'abstenir d'utiliser abusivement les lois sur la sécurité nationale pour cibler les professionnels des médias et de mettre fin à la saisie illégale d'appareils numériques ainsi qu'aux disparitions forcées. Nous appelons tous les États africains à promouvoir un Internet ouvert, sécurisé et accessible en tant que pierre angulaire de la participation démocratique et de la protection des droits de l'homme.

## Expansion de nos partenariats



Nous avons franchi une étape importante

dans l'approfondissement et l'élargissement de l'écosystème de collaboration de PIN. Le département P&E a réussi à mobiliser 27 nouveaux partenaires tout en renforçant les relations avec 20 partenaires existants. Au cours de la période couverte par le rapport, PIN a tenu des engagements ciblés avec des parties prenantes du secteur privé et a assumé la codirection de la Collective Impact Coalition (CIC), une initiative axée sur une action coordonnée en faveur d'une IA éthique et d'une gouvernance numérique responsable.

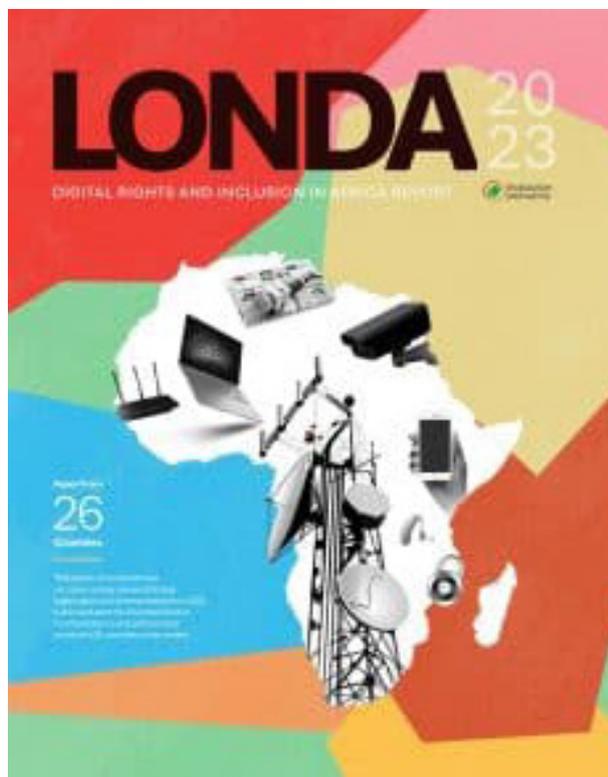
Dans le cadre de nos efforts pour favoriser un écosystème des droits numériques plus inclusif, nous avons considérablement développé la NetRights Coalition. Nous avons accueilli 54 nouveaux membres, ce qui porte le nombre d'organisations membres à 362. Nous avons étendu la représentation géographique à 30 pays, dont 27 nations africaines, les États-Unis, le Canada et l'Inde. La coalition a organisé quatre webinaires qui ont servi de plateformes essentielles pour identifier et répondre aux nouvelles violations des droits numériques, rédiger et publier des déclarations communes et des lettres ouvertes, et renforcer la solidarité entre les priorités régionales et thématiques. Rien qu'en 2024, le NRC a collectivement identifié et répondu à sept violations des droits numériques dans six pays, dont le Kenya (deux fois), le Nigeria, la Tanzanie, le Sénégal, l'île Maurice et le Mozambique.

PIN a également facilité l'engagement direct entre les membres du CNR et les grandes entreprises technologiques, notamment Meta, sur la modération du contenu et la gouvernance de l'IA pendant les années électorales. Parmi les principaux points abordés, citons les préoccupations concernant les investissements disproportionnés en matière de confiance et de sécurité dans les pays du Nord, au détriment des plateformes et des utilisateurs des pays du Sud, et les appels en faveur d'une plus grande transparence, de garanties localisées et de mécanismes spécifiques aux élections pour atténuer les préjudices pendant les périodes politiquement sensibles. Meta a répondu en mettant en avant son déploiement de centres virtuels d'opérations électorales spécifiques

à chaque pays, en s'engageant à les activer pour les élections sud-africaines de 2024. Ces dialogues ont marqué une étape importante vers la responsabilisation des entreprises technologiques en matière de gouvernance inclusive des plateformes et vers la garantie que les voix du Sud global influencent les pratiques des plateformes.

## Engagements dans le Sud

Paradigm Initiative a renforcé son empreinte mondiale en matière de plaidoyer en participant à quatre engagements du Sud et à 19 initiatives de plaidoyer, renforçant ainsi son leadership dans les discussions internationales sur les droits numériques. En tant que secrétariat de l'Alliance mondiale du Sud (GSA), PIN a joué un rôle central dans la promotion de l'action collective parmi les acteurs du Sud. Nous avons organisé des réunions mensuelles de l'alliance et deux sessions ouvertes, tout en contribuant à des processus de plaidoyer clés, notamment le Global Digital Compact (GDC), en veillant à ce que les perspectives du Sud soient bien représentées dans les cadres de la gouvernance numérique mondiale.



Tout au long de l'année, l'Alliance a étendu sa portée et son influence. La participation active

**27** Nouveaux partenaires

**54** Nouveaux membres de la coalition Net Rights

des organisations membres a contribué à une coordination efficace, tandis que la visibilité croissante a suscité l'intérêt de groupes non membres et de bailleurs de fonds cherchant à soutenir sa mission. En 2025, l'Alliance mondiale du Sud devrait ouvrir ses portes à de nouveaux membres, marquant ainsi un nouveau chapitre de son évolution. Le Fonds pour la consolidation des données et la démocratie, administré par l'Alliance, a atteint ses objectifs stratégiques en 2024. Les bénéficiaires de subventions dans le cadre de ce fonds ont produit des rapports de grande qualité qui devraient orienter les futures discussions politiques mondiales sur la gouvernance des données, la démocratie et les droits numériques.

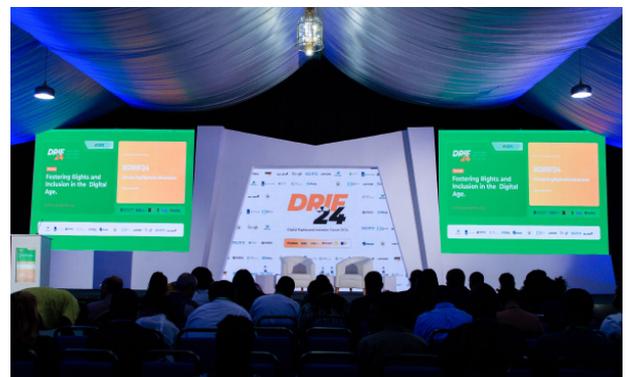
## La recherche et diffusion des connaissances

Nous avons réalisé 42 produits de recherche et de connaissance en 2024, offrant des perspectives opportunes, pertinentes et exploitables sur l'évolution du paysage des droits numériques. Ces produits ont contribué à façonner les politiques, à orienter le plaidoyer et à éclairer le discours public sur le continent. La publication du rapport Londa 2023, qui évalue l'état des droits et de l'inclusion numériques dans 26 pays africains, constitue une réalisation phare. Le rapport fournit une analyse complète des cadres de protection des données et de leur application, des perturbations et des fermetures de l'internet, de l'utilisation et de la transparence du Fonds de service universel (USF), et des développements régionaux en matière de politique et de droits numériques. Londa 2023 propose des recommandations adaptées aux gouvernements, aux médias, aux acteurs du secteur privé, aux organisations de la société civile et au monde universitaire, en faveur d'une gouvernance numérique plus inclusive, plus transparente et plus responsable.

Suite à la publication du rapport, nous avons organisé des sessions de dialogue politique lors du Forum africain sur la gouvernance de l'internet (AfIGF) et du Forum mondial sur la gouvernance de l'internet (IGF). Ces sessions ont permis de partager les principales conclusions et les tendances émergentes du rapport Londa, d'appeler les gouvernements à adopter une transparence proactive dans l'administration des FSU et d'encourager un débat public régulier

sur les dépenses des FSU et les résultats des projets. Les recommandations du PIN ont trouvé un large écho et ont suscité l'engagement des parties prenantes régionales et nationales. Le plaidoyer découlant du rapport a contribué à un véritable changement de politique. Dans les mois qui ont suivi la publication du rapport, plusieurs gouvernements africains, dont le Malawi, le Botswana, le Cameroun, la République centrafricaine et l'Éthiopie, ont promulgué ou fait progresser des lois sur la protection des données, renforçant ainsi la valeur du plaidoyer axé sur la recherche.

## DRIF, autres réunions et engagements



En 2024, nous avons continué à renforcer les réseaux communautaires et l'engagement des parties prenantes en facilitant 87 réunions et engagements de réseaux dans diverses régions. Ces engagements ont joué un rôle important dans la promotion du dialogue, de la collaboration et de l'influence politique dans l'écosystème des droits et de l'inclusion numériques.

L'organisation réussie du Forum sur les droits et l'inclusion numériques (DRIF) à Accra, au Ghana, entre le 23 et le 25 avril 2024, a été un événement marquant. Le forum a attiré 1 004 délégués de 61 pays, dont 40 pays représentés en personne à Accra et des participants de 21 pays qui ont suivi virtuellement. Le DRIF24 a consolidé sa réputation de premier rassemblement sur les droits numériques dans le Sud global, offrant une plateforme pour la société civile,

**87** convocations et engagements du réseau **1004** Délégués ont participé à DRIF24

les gouvernements, les médias, les universités, le secteur privé et les communautés de base pour s'engager dans des conversations de fond et façonner l'action collective.

Principales recommandations de la communauté DRIF :

- **Au PIN** : étendre les invitations à un plus grand nombre d'acteurs gouvernementaux, en particulier aux ministres des TIC, aux autorités de régulation et aux représentants de l'Union africaine, afin de permettre un engagement plus fort entre les décideurs politiques et la société civile.
- **Au monde universitaire** : Intégrer les droits numériques et les thèmes liés à l'inclusion dans les programmes d'enseignement afin de former une génération de citoyens numériques informés et conscients de leurs droits.
- **Aux OSC** : Créer des plateformes en ligne sûres et sécurisées pour que les défenseurs des droits de l'homme puissent dialoguer, partager des ressources et se mobiliser pour une action collective.
- **Aux médias** : Intensifier les efforts de sensibilisation aux violations des droits numériques et créer un espace de débat public sur la gouvernance et l'inclusion numériques.
- **Au secteur privé** : Investir dans des mesures de cybersécurité pour protéger les données des utilisateurs et veiller à ce que les systèmes soient protégés contre les accès non autorisés ou les utilisations abusives.

Ces recommandations reflètent l'engagement de la communauté en faveur d'un développement numérique collaboratif, respectueux des droits et inclusif. DRIF a répondu à ses attentes, en servant d'espace où de nouveaux partenariats ont été forgés, des idées ont été incubées et des conversations politiques ont été avancées.

“Ma participation au DRIF a eu un impact positif sur ma vie professionnelle. Elle m'a permis de renforcer mes compétences en matière de plaidoyer sur les droits et l'inclusion numériques”

– Participant au DRIF24.

## Programme médiatique sur les droits numériques et l'inclusion

Le Programme médiatique sur les droits numériques et l'inclusion (DRIMP) a maintenu un engagement fort avec son réseau d'anciens élèves, en organisant deux rencontres virtuelles et en partageant des opportunités pertinentes tout en commémorant la Journée mondiale de la liberté de la presse avec sa communauté. Le partenariat avec l'université panatlantique (PAU) de Lagos, dans le cadre duquel le PIN a mis à disposition des animateurs pour donner des cours sur les droits numériques, a constitué un développement important au cours de l'année. Cette collaboration a bénéficié directement à plus de 70 étudiants, qui ont acquis une meilleure capacité à documenter les questions relatives aux droits numériques et ont produit cinq articles de plaidoyer dans le cadre de leurs cours.

Le DRIMP a également accueilli deux boursiers qui ont participé à la résidence du programme, acquérant ainsi une expérience pratique de la recherche et de la documentation sur les droits numériques. Nous avons apporté un soutien académique à huit étudiants diplômés du programme de politique publique de l'université de Toronto, en leur offrant des conseils pour des projets de recherche explorant des voies permettant d'étendre le travail de PIN. Cette collaboration a eu un tel impact que l'université s'est engagée à poursuivre le partenariat en 2025, allant même jusqu'à verser des honoraires pour soutenir le programme.

Les anciens étudiants de la bourse DRIMP continuent de démontrer l'influence durable du programme. Emsie Erastus, une ancienne élève de la cohorte 2021, a été nommée parmi les 100 femmes brillantes de l'éthique de l'IA 2024, reconnue pour son travail en tant que spécialiste des droits numériques. Imani Hendrick, une autre ancienne élève de la cohorte 2021, a lancé un podcast intitulé Dig It with Imani, qui explore des sujets liés aux droits numériques et touche plus de 10 000 auditeurs via les médias sociaux. De son côté, Ruth Atim a intégré les droits numériques dans son travail de défense de la communauté par le biais de l'initiative Gender Tech, qui a depuis obtenu un financement.

Ruth a également lancé un podcast qui explore l'intersection du genre et de la technologie, et continue de former les communautés à la violence sexiste facilitée par la technologie.

L'impact du DRIMP a été bien résumé par un boursier de 2024 qui a fait remarquer,

*“ La bourse ne m'a pas donné envie d'approfondir mes recherches sur les droits numériques, mais elle m'a rendue plus consciente et plus prudente en ce qui concerne mes droits numériques.”*

Le DRIMP continue de nourrir une nouvelle génération de défenseurs des droits numériques et de journalistes, en leur donnant les moyens de façonner des récits et d'influencer les politiques sur l'ensemble du continent.

## Bourse DRILL

Le programme de bourses 2024 Digital Rights and Inclusion Learning Lab (DRILL) a reçu un accueil enthousiaste, avec 1 490 candidatures provenant de pays du Sud. Après un processus de sélection rigoureux, sept boursiers exceptionnels ont été retenus. Ces boursiers ont apporté leur expertise, leur passion et leur expérience de vie, ajoutant ainsi profondeur et richesse à l'environnement d'apprentissage.

## Rencontrez les boursiers DRILL 2024



**Sarra Hannachi** (Tunisie) est une activiste des données et une enthousiaste de la recherche

qui se passionne pour l'impact social basé sur les données et la défense des droits de l'homme. Elle se spécialise dans la recherche mixte fondée sur des données probantes et dans la recherche critique sur les politiques technologiques afin d'aborder les questions de droits de l'homme affectées par la technologie dans les contextes de guerre/conflit armé et de migration forcée. Actuellement boursière Tech and Society à la Fondation Mozilla, le champ de travail de Sarra se concentre sur la promotion des technologies émergentes avec des approches centrées sur les droits pour la justice sociale et l'action humanitaire dans des contextes critiques, en s'appuyant sur son expérience dans la région MENA et en Afrique avec l'avancement de l'éthique des données et de l'IA pour les droits de l'homme, la paix et la sécurité.



**Avit Ndayiziga** (Burundi) est journaliste et défenseur de l'internet. Il travaille à Community Voice, un média communautaire qui raconte des histoires approfondies mettant en lumière les problèmes les plus urgents de la communauté. En outre, il s'efforce de combler le fossé numérique au Burundi par le biais d'histoires et d'ateliers qui dotent les jeunes d'une culture numérique, leur permettant de saisir les opportunités numériques et d'en tirer profit.

**Jessica M Uiras** (Namibie) est analyste des droits de l'homme, chercheuse dans le pays, et UNLEASH SDG Global Talent avec un fort accent sur la diplomatie publique et le développement rural. Son travail promeut l'engagement démocratique, la liberté d'expression et la justice sociale en Namibie et au-delà. Elle se passionne pour la défense des communautés marginalisées, en particulier les jeunes handicapés, et possède une vaste expérience de la gestion de projets, des relations avec les médias et de la défense des droits. Elle est



courtier en connaissances pour la direction de la recherche, de l'innovation et des partenariats à l'université des sciences et technologies de Namibie (NUST).



**Shorefunmi Bola-Saliu** (Nigeria) est une dirigeante visionnaire, une avocate et une analyste GRC en cybersécurité hautement qualifiée, avec un parcours exceptionnel dans des secteurs à forts enjeux, notamment les fusions et acquisitions, la gouvernance d'entreprise, l'intelligence artificielle et la gestion des risques liés aux tiers. Avec un accent particulier sur la politique numérique/cyber et la diplomatie, elle contribue à des questions à l'intersection de la technologie et de la sécurité internationale, se positionnant pour façonner l'avenir de la gouvernance numérique.

En tant que fondatrice du projet Nexter, Shorefunmi favorise l'inclusion numérique de la prochaine génération africaine. Son travail de pionnière permet aux enfants de s'émanciper en rendant accessibles des compétences de pointe en matière d'alphabétisation numérique, de technologie et de cybersécurité.

**Akoli Joseph** (Ouganda) est le fondateur et le

directeur créatif de Diversity Innovations Initiative (DIV), basée en Ouganda. Il est spécialiste du handicap et de l'inclusion numérique. Il est titulaire d'une licence en orientation et conseil



et de certificats de formateur de stagiaires en santé et droits sexuels et reproductifs (SRHR) et de Design Thinking. Joseph a plus de six ans d'expérience pertinente dans la gestion de programmes.

Ayant remporté le prix de l'innovation 2021 pour les droits de l'homme numériques, Joseph est passionné par la promotion des droits de l'homme numériques, l'inclusion numérique et l'inclusion des personnes handicapées, l'innovation sociale, les catastrophes inclusives et les réponses humanitaires.



**Selamawit Tezera Chaka** (Éthiopie) est une féministe panafricaine qui fonde son travail sur une politique féministe intersectionnelle. Elle travaille depuis plus de sept ans à l'intersection de l'inclusion des jeunes, du genre, des droits de l'homme et de la technologie, au sein

d'organisations telles que African Feminism, FRIDA, le Young Feminist Fund, et d'autres qui se concentrent sur l'avancement de la justice sociale. Elle soutient également des organisations/collectifs féministes régionaux en tant que conseillère mondiale pour FRIDA, le Fonds des jeunes féministes. En tant que boursière Safe Sisters, elle dispense une formation à la sécurité numérique à plus de 100 femmes défenseurs des droits de l'homme, femmes journalistes et jeunes filles. Elle a fondé sheSecures, une plateforme numérique qui défend les droits numériques des femmes et la liberté de l'internet. Selamawit est titulaire d'une bourse Mandela Washington.



**Sapni G K** (Inde) est juriste et chercheuse en politique. Ses recherches explorent l'interaction entre la technologie et la société dans divers aspects de la vie, en mettant l'accent sur l'apprentissage à partir d'expériences sexospécifiques de la technologie afin de contribuer à une réglementation et à une élaboration des politiques plus équitables. Elle possède une vaste expérience de travail avec des organisations de la société civile en Inde et dans la majorité des pays du monde. Elle est une ancienne élève du programme Open Internet for Democracy Leaders Program de la promotion 2022-23.

La bourse DRILL continue de servir de tremplin à la prochaine génération de défenseurs des droits numériques. Au cours de la période considérée, les boursiers ont rédigé huit articles analysant les questions relatives aux droits numériques dans leurs contextes locaux ; ils se sont engagés dans un apprentissage et un mentorat intensifs, acquérant des connaissances plus approfondies sur l'écosystème de la politique numérique ; et ils ont participé au dialogue communautaire,

à l'analyse des politiques et à la collaboration régionale. Les boursiers ont également été immergés dans des activités de plaidoyer concrètes. Trois anciens boursiers de la DRILL ont animé une session au DRIF24, démontrant ainsi la valeur continue du programme. Les boursiers ont rejoint la NetRights Coalition, devenant des voix actives dans la défense des droits numériques. En outre, ils ont coorganisé un webinaire sur l'élimination des préjugés sexospécifiques en ligne, commémorant les 16 jours d'activisme contre la violence sexospécifique.

Ce niveau d'engagement reflète le succès de la bourse dans la construction de la confiance, la promotion des réseaux et le renforcement de la capacité à influencer la politique numérique au niveau mondial et local. DRILL reste un investissement vital pour façonner un monde ouvert, inclusif et respectueux des droits. Avec l'intérêt croissant des anciens étudiants pour l'organisation de sessions lors des prochains événements de la DRIF, la bourse continue d'évoluer en tant que plateforme puissante pour la recherche, le plaidoyer et le développement du leadership dans le Sud global.



# Communications et information Technologie

En 2024, le département des communications et des technologies de l'information (TI) a mené des initiatives à fort impact qui ont renforcé le plaidoyer, accru la visibilité et contribué à un écosystème numérique plus inclusif et plus respectueux des droits à travers le continent. Le département a amplifié les programmes, les projets et les efforts de plaidoyer de PIN tout en soutenant l'engagement des parties prenantes et en renforçant les systèmes internes grâce à l'innovation numérique.

Grâce à un mélange de narration créative, de campagnes stratégiques, d'engagement fort

après des médias et des médias sociaux, d'image de marque, de conception et de solutions de sécurité numérique, le département a veillé à ce que la voix de PIN reste présente et convaincante dans le paysage des droits et de l'inclusion numériques en Afrique. Parmi les initiatives clés menées ou soutenues par le département, citons les communications avant, pendant et après le 11<sup>e</sup> Forum sur les droits et l'inclusion numériques (DRIF24), le hackathon Ayeta, le concours « Fill in the Gap » pour le quatrième court-métrage Undersight, la campagne Africa Connected, la campagne Eight Weeks of Londa et le lancement de Ripoti 2.0, pour n'en citer que quelques-unes.



Pour DRIF24, le département a dirigé la planification et l'exécution d'une communication complète. Cela comprenait l'engagement des médias avant et après l'événement, la couverture des médias sociaux en temps réel, l'image de marque et la conception, ainsi que la coordination de la photographie et de la vidéographie. Ces efforts ont permis d'obtenir une visibilité importante, avec une couverture médiatique consolidée de 1 420 779 064 et une couverture des médias sociaux de 8 800 000 via les hashtags #DRIF24 et #PromotingRightsAndInclusion, ce qui porte la couverture consolidée totale à 1 429 579 064. La couverture s'est fortement alignée sur le message clé de PIN, qui s'est concentré sur la sensibilisation aux droits numériques, la présentation du DRIF comme un espace de rassemblement pour un discours critique, et le positionnement de Paradigm Initiative comme un leader d'opinion dans l'espace de l'inclusion numérique. En outre, les efforts de communication ont mis en lumière les principales réalisations du programme, y compris les conclusions du rapport 2023 sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique - Londa. Dans l'ensemble, le département des communications et des technologies de l'information a contribué de manière significative à la construction d'un écosystème numérique plus inclusif, plus sûr et plus respectueux des droits en veillant à ce que le travail de la PIN trouve un écho auprès de divers publics et parties prenantes tout au long de l'année.

**1.43 Milliards** Consolidation de la portée médiatique

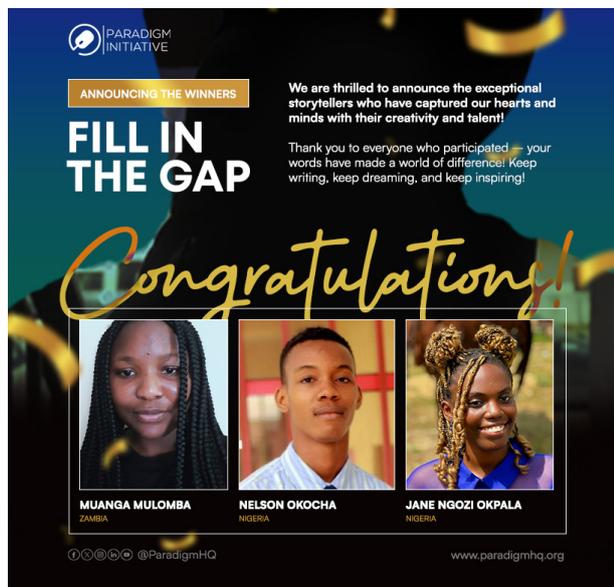
**8.8 Million** portée des réseaux sociaux

## Le concours «Fill in the Gap» (Comblé les lacunes)

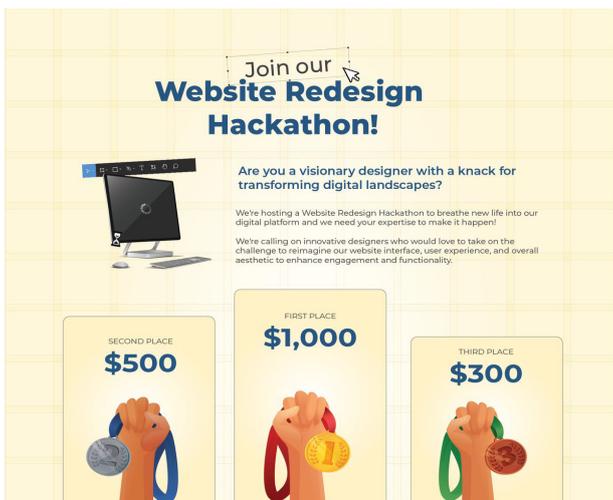
En 2024, Paradigm Initiative a lancé plusieurs



campagnes axées sur les jeunes afin d'inspirer la créativité, de stimuler l'innovation et d'accroître la participation à nos travaux sur les droits numériques et l'inclusion. L'une des initiatives les plus marquantes a été le concours « Fill in The Gap », conçu pour soutenir les jeunes Africains âgés de 18 à 30 ans. Les participants ont été invités à regarder le quatrième court-métrage de PIN, *Undersight*, et à soumettre des scénarios créatifs ou des extensions de l'intrigue qu'ils auraient aimé voir. La campagne visait à stimuler l'imagination et à fournir un point d'entrée aux jeunes créateurs pour contribuer au développement du cinquième court-métrage de PIN. Le concours a reçu un nombre impressionnant de propositions, mettant en valeur le talent de conteur de la jeunesse africaine. Le gagnant, Muanga Mulomba de Zambie, a reçu 1 200 dollars. Nelson Okocha, du Nigéria, a remporté 1 000 dollars en tant que deuxième finaliste, tandis que Jane Ngozi Okpala, également du Nigéria, a reçu 800 dollars en tant que troisième finaliste.



## Hackathon Ayeta



Au troisième trimestre de l'année, nous avons organisé le hackathon Ayeta pour revitaliser la plateforme Ayeta, la boîte à outils de sécurité numérique de la PIN, grâce aux idées innovantes de jeunes développeurs et concepteurs. Le hackathon a attiré 149 candidatures, parmi lesquelles trois gagnants ont émergé. Mwiza Chiwale, de Zambie, a gagné 1 000 dollars et a ensuite été engagé pour travailler à la refonte du site web Ayeta. Son travail a permis d'améliorer l'interface et l'expérience des utilisateurs, et de rafraîchir l'esthétique du site afin d'accroître l'engagement et l'accessibilité. Carel Adjagboni, du Bénin, est arrivé en deuxième position, remportant 500 dollars, tandis que Paul Ajayi, du Nigeria, a remporté la troisième place avec un prix de 300 dollars. Après la refonte et le lancement, la boîte à outils Ayeta a été téléchargée 1 844 fois, ce qui souligne sa pertinence en tant que ressource en matière de sécurité numérique.



## Lancement du Ripoti 2.0



Le lancement du Ripoti 2.0 lors du DRIF24 a constitué un autre point fort de l'année 2024. Présentée à l'origine lors de la cérémonie de clôture du DRIF21, la plateforme a été repensée afin d'améliorer les fonctionnalités, de résoudre les problèmes liés aux rapports et d'améliorer la communication entre les rapporteurs de cas et les administrateurs. L'équipe chargée de la refonte et du développement était dirigée par Dianne Shamaki, aux côtés de deux autres femmes qui avaient déjà participé à une formation à la conception organisée par PIN. Parmi les améliorations apportées, citons des fonctions de gestion et de signalement des cas plus robustes, ainsi que des mises à niveau du backend, telles que la suppression des entrées de test de la base de données. La plateforme mise à jour a enregistré 32 rapports de violation des droits numériques, soit une augmentation de 230 % par rapport aux chiffres précédents, et a attiré 6 900 utilisateurs uniques avec 25 000 pages consultées. Le lancement du Ripoti 2.0 a été associé à la relance d'Ayeta, ce qui a contribué à une vague de nouveaux téléchargements et à un regain d'intérêt pour les outils numériques du PIN.

Ces trois initiatives illustrent l'engagement de Paradigm Initiative en faveur de l'autonomisation des jeunes, de l'innovation numérique et de la participation de tous à la création d'outils et de récits qui défendent et promeuvent les droits numériques dans toute l'Afrique.

**25000**  
Visites sur Ripoti

**230%**  
Augmentation des signalements d'infractions via le Ripoti

## Rapports et engagement de contenu



En 2024, le leadership éclairé et les résultats de recherche de Paradigm Initiative ont continué à gagner du terrain, soulignant la valeur de ses idées dans l'ensemble de l'écosystème des droits numériques. Le rapport Londa 2023, qui évalue l'état des droits numériques et de l'inclusion dans 26 pays africains, a enregistré 8 475 téléchargements, ce qui témoigne de sa pertinence pour les décideurs, les chercheurs et les défenseurs des droits numériques. Le rapport annuel d'impact 2023 a été téléchargé 988 fois, tandis que le plan de gestion stratégique 2024-2028 du PIN a été téléchargé 175 fois, ce qui témoigne de l'intérêt porté à l'orientation stratégique à long terme de l'organisation. Collectivement, ces publications ont contribué à un total de 19 140 téléchargements de rapports, marquant une étape importante dans l'engagement des efforts de recherche et de diffusion des connaissances de PIN.

## Plateformes et outils numériques

Sur le plan technologique, le département des technologies de l'information (TI) a maintenu et optimisé l'infrastructure numérique du PIN. Des plateformes clés telles que les sites web de PIN, Ripoti (l'outil de signalement des violations des droits numériques) et Ayeta (la boîte à outils de sécurité numérique) ont été continuellement maintenues, améliorées et sécurisées tout au long de l'année. Le département a mis en œuvre des améliorations de l'infrastructure, favorisé l'automatisation des processus et soutenu les innovations numériques qui ont renforcé la présence en ligne et l'efficacité opérationnelle de PIN.

L'équipe informatique a également veillé au bon fonctionnement des systèmes internes, améliorant la productivité des équipes grâce à l'automatisation des flux de travail et au renforcement des protocoles de sécurité numérique. Outre le soutien interne, le département a organisé une formation à la sécurité numérique pour le personnel de PIN, en développant des ressources qui ont amélioré la confiance et la compétence des membres de l'équipe pour naviguer de manière autonome dans les outils numériques.

Au-delà des opérations internes, l'équipe informatique a étendu son expertise technique aux parties prenantes externes, en dispensant des formations à la sécurité numérique aux organisations de la société civile, aux journalistes, aux défenseurs des droits de l'homme et à d'autres personnes à risque. Ces sessions ont renforcé l'engagement de PIN dans la défense de la cybersécurité. Le département a également fourni une assistance technique et des évaluations de vulnérabilité à des organisations homologues, les aidant à renforcer la sécurité de leur site web et à se défendre contre de futures cybermenaces.

## Développer la défense et l'engagement dans le domaine numérique

Nous avons continué à développer nos efforts de plaidoyer et d'engagement numériques, en plaçant la technologie, la narration et la sécurité numérique au cœur de notre action en faveur d'un environnement numérique ouvert et inclusif. La campagne « Eight Weeks of Londa » (huit semaines de Londa) a constitué un temps fort. Les discussions sur Twitter Space ont permis aux chercheurs nationaux et aux auteurs du rapport Londa 2023 de partager leurs conclusions, leurs points de vue et les prochaines étapes à franchir. Ces conversations ont rapproché la recherche du public et ont permis un engagement interactif, invitant les auditeurs à poser des questions, à donner leur avis et à faire part de leurs réflexions. Complété par l'amplification médiatique du lancement du rapport, des recommandations et des articles d'opinion connexes, cet effort a contribué aux 8,457 téléchargements du rapport Londa et a élargi son influence au-delà des cercles académiques et politiques traditionnels.

## Undersight: quatrième court métrage de PIN



La production et le lancement du quatrième court métrage de PIN, Undersight, qui a été présenté pour la première fois au DRIF24 à Accra, au Ghana, et à un public virtuel, constituent un autre succès majeur en matière de narration. Avec Undersight, PIN a enrichi son anthologie croissante de films de plaidoyer.

## Renforcer l'identité de la marque et l'influence des médias

L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de sous-marque de PIN ont constitué une étape importante en matière de communication. Cette initiative a clairement défini et positionné les différents projets et programmes de l'organisation sur des canaux numériques distincts, permettant une communication plus ciblée, un meilleur engagement des parties prenantes et une plus grande visibilité. Les lancements de Ripoti et d'Ayeta pendant le DRIF24 ont été des moments clés de la marque qui ont signalé le leadership continu de PIN en matière de sécurité numérique et de droits en ligne. Le soutien à la communication autour du DRIF24 a généré une portée médiatique et sociale totale de 1 429 579 046. En revanche, l'engagement médiatique global tout au long de l'année a enregistré une portée consolidée de 3 990 141 391, marquant une augmentation significative de notre empreinte médiatique.

**3.9 Milliards** portée sur les réseaux sociaux à travers PIN

## Enquête auprès des médias

Afin d'évaluer et de renforcer ses relations avec les médias, nous avons mené une enquête de perception auprès de journalistes du Cameroun, du Ghana, du Kenya, du Sénégal, du Nigeria, du Niger, de la Tanzanie et du Zimbabwe. Les réactions de 29 journalistes ont révélé une grande familiarité avec le travail de PIN, beaucoup d'entre eux estimant que nos communiqués de presse, nos dossiers de presse et notre réactivité sont excellents. Les répondants ont affirmé la crédibilité et la pertinence de PIN, soulignant un intérêt particulier pour des thèmes tels que les droits et l'inclusion numériques, l'accès à l'internet, la confidentialité des données, la sécurité des données et la liberté de la presse. Les commentaires reçus ont renforcé la position de PIN en tant que source d'information crédible et leader d'opinion dans le domaine des droits

numériques et de l'inclusion. Il s'agit également d'une ressource de choix pour les journalistes qui connaissent, apprécient et comprennent la valeur des sources d'information légitimes, authentiques et fiables pour leur public. Les suggestions de l'enquête comprenaient le renforcement des partenariats avec les médias, la formation et les tables rondes, que PIN s'est engagé à explorer dans le cadre de sa stratégie d'engagement pour l'avenir.

## Conférence de presse de fin d'année



En décembre 2024, nous avons organisé une réunion d'information de fin d'année à Lagos, au Nigeria, à laquelle ont participé 32 représentants des médias de la presse écrite, de la télévision, de la radio et des médias internationaux. La réunion a servi à la fois de réflexion et d'engagement prospectif, où nous avons partagé des idées clés de nos projets, souligné les développements dans le paysage des droits numériques et de l'inclusion, et présenté nos perspectives pour 2025. En tant que leader d'opinion, nous avons profité de l'occasion pour exposer les actions juridiques en cours, notamment le procès historique intenté contre la Commission nationale de gestion de l'identité (NIMC) et d'autres agences d'État à la suite de la méga violation de données survenue au Nigeria en juillet 2024. L'affaire, dont l'audience est prévue en février 2025, est devenue un sujet de discussion central lors de l'événement. Le briefing des médias a suscité une couverture et un intérêt considérables. Des articles sur l'événement ont été publiés dans de nombreux médias avec une portée combinée de plus de 61 959 341. Les rapports des médias se sont concentrés sur le rôle de PIN dans la défense des

droits des Nigériens en matière de données, sur ses efforts pour combler les lacunes en matière d'inclusion numérique, et sur ses initiatives de plaidoyer plus larges à travers le continent. Notamment, les récits des médias se sont étendus bien au-delà de la séance d'information elle-même, soulignant la résonance du travail de la PIN avec les priorités du public et de la salle de presse. Cet engagement a validé la stratégie de communication et le message de PIN.

## Narration et développement communautaire

L'engagement de PIN en faveur de la narration en tant qu'outil de défense et d'éducation du public s'est concrétisé par le lancement d'Undersight en marge du DRIF24. Undersight vient s'ajouter à une collection croissante de courts métrages percutants, dont Training Day, Focus et Finding Diana, tous conçus pour mettre en lumière des questions urgentes liées aux droits numériques par le biais de récits captivants. Ensemble, les films ont atteint le nombre remarquable de 1 769 219 spectateurs en 2024, amplifiant la prise de conscience et suscitant le dialogue autour de l'inclusion numérique et des droits à travers le continent.

Nous avons enregistré une portée totale de 26 284 638 sur les réseaux sociaux, dont 1 222 322 vues organiques et 25 062 316 vues provenant de contenus sponsorisés. Notre communauté numérique s'est enrichie de 9 905 nouveaux adeptes, clôturant l'année avec une audience totale de 131 621 adeptes sur l'ensemble de ses plateformes. Cette croissance reflète un engagement sain et soutenu avec un large éventail de parties prenantes, y compris les activistes, les décideurs politiques, les bailleurs de fonds, les jeunes et le grand public.

**1.77 Millions**

Visionnages des courts métrages réalisés

## Élaboration des politiques et partage des connaissances

Conformément à l'engagement de la PIN en faveur de l'excellence institutionnelle et de la gestion des connaissances, nous avons réalisé des avancées significatives en matière d'élaboration de politiques et de partage des connaissances internes en 2024. Nous avons élaboré et adopté une série de politiques essentielles, notamment une politique de protection des données, une politique de sécurité numérique, une politique d'utilisation de l'IA, ainsi qu'une politique de communication complète et un manuel de crise. Ces instruments ont renforcé les garanties internes, clarifié les normes et renforcé la réactivité interne et externe de l'organisation.

Pour assurer la cohérence et la clarté de la marque, le département a également produit les lignes directrices de la marque Ripoti, qui servent de référence pour tous les supports de communication et visuels associés à la plateforme. Tout au long de l'année, l'équipe a publié 94 bulletins d'information et 44 communiqués de presse, offrant des mises à jour régulières, un leadership éclairé et des messages de sensibilisation à une base croissante de parties prenantes et de partenaires.

Le lancement du DRIF 2025, prévu à Lusaka, en Zambie, a constitué une étape importante de la stratégie de marque et d'engagement. Ce lancement s'est accompagné du dévoilement d'identités visuelles rafraîchies pour DRIF, Ripoti et Ayeta, marquant un nouveau chapitre audacieux pour les plateformes de plaidoyer de PIN et amplifiant l'impact évolutif de l'organisation dans l'espace des droits et de l'inclusion numériques.

Ces développements témoignent de notre approche délibérée de la diffusion du contenu et de l'engagement des parties prenantes, qui fait de PIN une voix de confiance, un rassembleur et un innovateur dans ce domaine.

## Faire progresser les droits numériques en 2024 : Publications clés du PIN

Nous avons continué à promouvoir les droits numériques et l'inclusion dans toute l'Afrique en publiant des ressources percutantes qui abordent des questions importantes dans le domaine de la technologie tout en renforçant les efforts de plaidoyer. Ces publications sont des ressources et des reflets de notre engagement à promouvoir un internet ouvert, sécurisé et inclusif pour tous. Parmi les publications phares, le rapport Londa 2023 a fourni une analyse approfondie des droits numériques et des tendances en matière d'inclusion dans 26 pays africains. Le rapport annuel d'impact 2023 détaille la portée et l'efficacité du travail du PIN au cours de l'année précédente, démontrant les résultats tangibles de nos programmes, de nos partenariats et de nos campagnes de plaidoyer. Entre-temps, le Plan de gestion stratégique (PGS) 2024-2028 a offert une feuille de route pour la prochaine phase du travail de PIN, fondée sur sept piliers stratégiques et fixant des objectifs ambitieux pour l'influence politique, le renforcement des capacités, l'expansion régionale, l'innovation des programmes et la durabilité institutionnelle. Nous vous invitons à explorer ces [ressources](#). Elles restent accessibles à toutes les parties prenantes qui s'engagent à faire progresser les droits et l'inclusion numériques.

**94** Bulletins d'information

**44** Presse communiqués



# Finances et Administration

En 2024, le département des finances et de l'administration est resté la pierre angulaire de la stabilité financière, de l'efficacité opérationnelle et de la croissance durable de PIN. Le département a réalisé son mandat en assurant une gestion financière saine, un contrôle budgétaire méticuleux et le respect des exigences des bailleurs de fonds, renforçant ainsi la confiance avec les parties prenantes et attirant un soutien continu pour les droits numériques et les efforts d'inclusion dans les pays du Sud.

Tout au long de l'année, le département a démontré son engagement en faveur de la transparence et de la responsabilité, en

produisant 65 rapports financiers internes et 59 rapports et budgets externes conformes aux attentes des donateurs et des partenaires. Ces rapports comprenaient des états financiers audités publiés publiquement, perpétuant ainsi la longue tradition de transparence et d'intégrité financières du PIN. En maintenant des normes élevées en matière de rapports opportuns, de conformité avec les bailleurs de fonds et de gestion efficace des subventions, le département a joué un rôle clé dans le soutien des initiatives stratégiques et dans le renforcement de la réputation du PIN en tant que gestionnaire responsable des ressources des bailleurs de fonds.

L'équipe administrative a veillé au bon déroulement des opérations internes et a fourni un soutien logistique et de gestion des actifs dans sept bureaux nationaux au Cameroun, au Kenya, au Nigeria, en Zambie et au Zimbabwe. Ses responsabilités comprenaient la gestion des installations, les processus d'approvisionnement, la gestion des fournisseurs, le bien-être de l'équipe et le soutien aux ressources humaines, ainsi que le maintien d'un environnement de travail productif. Leur travail a permis d'assurer une exécution sans faille des activités de l'organisation, en fournissant un soutien essentiel aux programmes, au plaidoyer, aux événements et aux partenariats.

En 2024, l'équipe administrative a géré la logistique de 189 voyages internationaux et 98 voyages locaux, ainsi que 204 hébergements internationaux et 174 hébergements locaux. Ces efforts logistiques ont soutenu la présence transcontinentale de PIN et ont contribué à la participation de l'équipe à des engagements à fort impact à travers l'Afrique occidentale anglophone, francophone, orientale et australe. Le département a joué un rôle essentiel dans l'exécution du Digital Rights and Inclusion Forum (DRIF), en supervisant l'élaboration des notes logistiques et des lettres d'invitation et de soutien aux visas, la coordination de l'hébergement, de l'organisation des lieux, de l'image de marque, des services de navette, des arrangements pour les ambulances et de l'équipement des bénévoles, l'achat de marchandises PIN, la mise en place de stands d'accueil à l'aéroport et l'exécution d'évaluations après le voyage. Ce soutien global a permis d'assurer le bon déroulement de DRIF24 et a contribué de manière significative à son succès.

L'équipe a également soutenu plusieurs initiatives et projets régionaux, notamment le projet « Greater Internet Freedom » d'Internews (axé sur les réunions régionales et la viabilité financière des acteurs des droits numériques), FIFAfrica 2024 au Sénégal et le programme de renforcement des capacités des partenaires de LIFE Legacy, axé sur la budgétisation, les prévisions et l'établissement de rapports financiers. Ces activités ont renforcé les connaissances financières des partenaires de mise en œuvre et amélioré leur capacité à répondre aux attentes des donateurs et à gérer efficacement les ressources.

Conformément au plan stratégique 2024-2028, le département a élaboré 19 budgets et

propositions complètes à l'intention de bailleurs de fonds potentiels, en veillant à ce que toutes les activités soient alignées sur les priorités organisationnelles et la vision à long terme.

Grâce à une surveillance financière rigoureuse et à un soutien administratif fiable, le département des finances et de l'administration nous a permis d'intensifier notre travail, d'élargir notre impact et d'honorer notre engagement en faveur d'une Afrique inclusive sur le plan numérique et respectueuse des droits.





## Personnes et Culture

Les personnes sont au cœur de ce que nous faisons à Paradigm Initiative. Nous avons fait des progrès remarquables en tant qu'organisation grâce au travail de notre équipe, qui a continué à travailler avec passion, expertise et engagement. En retour, nous avons cultivé une culture favorisant la croissance et l'innovation. En 2024, nous avons soutenu l'apprentissage continu des membres de l'équipe, en augmentant leurs capacités tout en veillant à ce qu'ils s'épanouissent tant sur le plan professionnel que personnel. À la fin de l'année, nous avons récompensé les employés de longue date.

Les membres de l'équipe PIN ont fait preuve d'excellence dans l'écosystème des droits

numériques, en assumant des rôles clés. La PIN était notamment représentée au sein de l'Internet Governance Leadership Panel, du Global Network Initiative Board, du Freedom Online Coalition Advisory Network, de l'UNICEF Expert Advisory Group on Data Governance for Children, de l'Oversight Group for the African Internet Rights Alliance, de l'African Digital Rights Network et de la Collective Impactive Coalition for Ethical AI, entre autres, démontrant ainsi son leadership sur des plateformes et des réseaux cruciaux. En tirant parti de notre expertise, nous avons soutenu des partenaires à la recherche de conseils sur notre travail programmatique et de mentorat dans le domaine des finances et de la communication.

Au cours de la retraite, l'organisation a également pris le temps d'apprécier les membres de l'équipe qui ont accumulé plus de trois ans de service ;

- Ancien Senior Manager, Grants and Programmes Strategy - Adeboye Adegoke (dix ans)



- Senior Programmes Officer - Ihueze Nwobilor (dix ans)



- Finance and Administrative Senior Manager - Adesuyi Ajibade (quatre ans)

- Chief Operating Officer (COO) - Nnenna Paul-Ugochukwu (quatre ans)



- Senior Programmes Officer - Khadijah El-Usman (three years)

- Senior Manager, Partnerships and Engagement - Thobekile Matimbe (quatre ans)

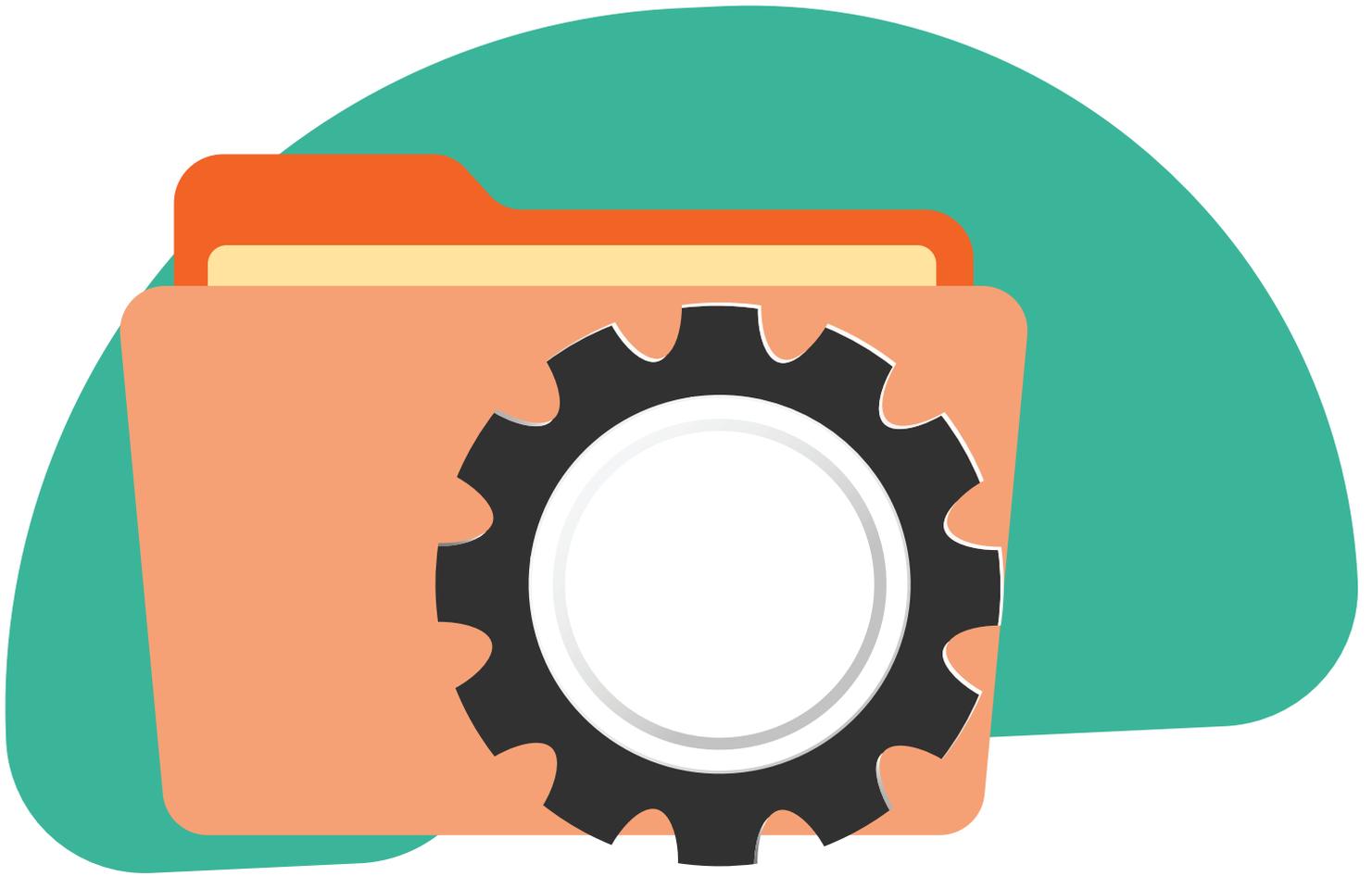


- Programmes Officer - Sani Suleiman (quatre ans)

- Communications Officer - Kenneth Oyeniya (trois ans)



- Senior Officer, Monitoring, Evaluation, Research and Learning - Samuel Ojezele (trois ans)



## Operations

En 2024, nous avons reçu une reconnaissance notable de notre impact, en remportant deux prix prestigieux qui soulignent notre leadership en matière de défense des droits numériques et d'innovation sociale. En avril, PIN a reçu le premier PrivCon Privacy Award au Nigeria pour sa contribution exceptionnelle à la protection de la vie privée et des données. Plus tard, en octobre, l'organisation a remporté le prix de l'innovation sociale au Nigeria Innovation Awards, organisé par le Nigeria Innovation Summit, pour avoir mis la jeunesse africaine en contact avec des opportunités numériques.

Derrière ces réalisations, le département des opérations a été le moteur de l'exécution stratégique et de l'excellence organisationnelle. Centre névralgique de l'exécution interfonctionnelle, le département a apporté un soutien intégré, une contribution stratégique et une supervision à toutes les équipes. Les opérations ont facilité le brainstorming, le co-développement d'initiatives et l'idéation au sein des équipes, en veillant à ce que tous les projets, programmes et interventions soient conformes à la mission et à l'orientation stratégique de l'organisation.

Dans son rôle de supervision des performances, le département a dirigé la mesure de l'impact des programmes et des projets, convoqué des réunions d'évaluation mensuelles et trimestrielles et veillé à ce que les étapes soient suivies et respectées. Il s'est également fait le champion de l'optimisation des processus, en travaillant avec les départements pour valider et affiner les manuels de processus, et a dirigé le développement du tableau de bord analytique de l'organisation pour permettre un suivi des données en temps réel et une vision des performances.

**L'automatisation des processus** a été l'un des principaux domaines d'intervention en 2024. Les Opérations ont travaillé en étroite collaboration avec les départements pour rationaliser les flux de travail, réduire la charge administrative et améliorer l'efficacité opérationnelle grâce à des outils numériques. Il s'agissait notamment d'automatiser les tâches répétitives, d'optimiser les systèmes internes et de déployer des processus évolutifs qui amélioreraient les délais d'exécution et la gestion des données. Grâce à ces efforts, le département a contribué à l'amélioration de la productivité, à l'amélioration des rapports et au renforcement de l'agilité institutionnelle.

La mise en œuvre du plan de gestion stratégique (SMP 2024-2028) a joué un rôle central dans la réussite organisationnelle de 2024. L'équipe des opérations a obtenu l'approbation du plan par le conseil d'administration, a coordonné l'adhésion des partenaires par le biais de multiples réunions d'engagement et a mis au point un système de suivi du plan de gestion stratégique afin de contrôler les progrès accomplis dans tous les piliers stratégiques. L'équipe a également lancé le cadre « Strategy-in-Motion », qui relie la planification stratégique à l'exécution quotidienne par le biais de tableaux de bord de performance et d'un système intégré de cartes de pointage.

Le développement des capacités est resté une priorité essentielle en 2024. Les Opérations ont été le fer de lance d'initiatives d'apprentissage internes, notamment une formation à l'inclusion, une formation à la productivité, un atelier de narration de données pour l'impact, et une formation à la communication efficace et à la rédaction de rapports pour les partenaires de

LIFE Legacy. Le département a également soutenu la visibilité externe de l'équipe par le développement du leadership éclairé, y compris le soutien à l'accueil de panels et les opportunités d'engagement public.

Sur le plan externe, le service des opérations a soutenu la représentation mondiale et la position stratégique de l'équipe.

Dans l'ensemble, nous continuons à jouer un rôle essentiel dans la réussite stratégique grâce à la coordination interfonctionnelle, à l'exécution et au développement institutionnel, ce qui permet à l'initiative Paradigm de remplir sa mission avec cohérence, agilité et impact. Nous veillons à ce que chaque département, projet et initiative politique soit non seulement solide sur le plan opérationnel, mais aussi axé sur l'impact, afin de contribuer de manière significative à un avenir numériquement inclusif et respectueux des droits.



## Suivi, évaluation, recherche et apprentissage (MERL)

En 2024, le département Suivi, évaluation, recherche et apprentissage (MERL) a pris en charge l'évaluation de l'impact, l'acquisition de connaissances et la prise de décisions fondées sur des données probantes dans le cadre du travail de Paradigm Initiative. Le département a veillé à ce que les interventions de l'organisation soient mesurables et conformes à sa mission d'autonomisation des individus, des communautés et des institutions à travers l'Afrique.

Tout au long de l'année, le MERL a soutenu une série de projets et de programmes phares, notamment le Digital Rights and Inclusion Forum (DRIF24), l'initiative Stemming the Tide of Abuse in Nigeria's Digital Space (STANDS), le programme LIFE Legacy et le Ajegunle Legacy Project. Ces initiatives ont favorisé un changement significatif en dotant les bénéficiaires de connaissances théoriques et de compétences pratiques pour naviguer et façonner l'écosystème numérique.

\* Monitoring, Evaluation, Research and Learning (MERL)

Le travail de MERL a permis de démontrer l'impact réel des activités de Paradigm Initiative, en montrant comment les compétences numériques, la formation au plaidoyer et la sensibilisation aux droits ont transformé les trajectoires personnelles et professionnelles. Du renforcement des partenariats institutionnels à l'affinement des stratégies de programme, le département a veillé à ce que les enseignements tirés des processus de suivi et d'évaluation influencent directement la conception, la mise en œuvre et l'extension des projets.

Outre le suivi des résultats et des produits, le MERL a soutenu l'apprentissage par le biais de

séances de réflexion, d'examens participatifs et de collaboration avec les partenaires de mise en œuvre, en veillant à ce que les enseignements tirés se traduisent par des améliorations dans tous les domaines. Le département a également continué à intégrer la culture des données au sein de l'organisation, renforçant ainsi l'engagement en faveur de la transparence, de l'apprentissage et de la responsabilité.

Alors que Paradigm Initiative renforce sa portée régionale et l'innovation de ses programmes, MERL reste au cœur des efforts visant à garantir que notre impact est mesurable, significatif et axé sur la mission.

## Galerie



## Les temps forts médiatiques

**Droits numériques**

*Vie privée* **Données Brèche** **LIFE Legacy** **DRIF24** **DREAMS**

**Inclusion numérique** **Surveillance**  
**STANDS** **Ripoti**  
**Liberté de la presse**

**26,248,638**

Portée des réseaux sociaux

**3,990,141,391**

Portée médiatique annuelle

**1,769,219**

Visionnage de courts métrages

**19,140**

Rapport  
Téléchargements

**250,000**

Prix de l'organisation

**Deux**

Prix remportés

## Gouvernance & Transparence

---

Chez PIN, nous respectons les normes les plus strictes en matière de gouvernance d'entreprise et de transparence, qui constituent le fondement de la responsabilité, du leadership éthique et de la durabilité à long terme. Notre cadre de gouvernance est ancré dans des politiques solides, une prise de décision inclusive et une supervision stratégique qui s'alignent sur notre mission de construire un monde numériquement inclusif et respectueux des droits. Notre structure de gouvernance repose sur quatre piliers : la supervision du conseil d'administration et le leadership stratégique, l'intégrité et la responsabilité financières, les normes éthiques et la conformité, et la communication ouverte. Ce cadre garantit la transparence de nos opérations, la responsabilité de nos décisions et la pérennité de notre impact.

## Objectifs stratégiques

---

Notre plan de gestion stratégique définit sept objectifs prioritaires pour guider notre travail jusqu'en 2028. Ils reflètent notre ambition d'accroître notre impact, d'influencer la politique numérique et de créer un changement durable

## Influence sur les politiques

---

Nous visons à façonner 75 politiques numériques et à remporter cinq victoires stratégiques majeures en matière de litiges qui défendent les droits et l'équité numériques.

## Renforcement des capacités

---

Nous prévoyons de former 2,3 millions de personnes et d'atteindre plus de deux millions de personnes par le biais de divers programmes de renforcement des capacités numériques. Pour renforcer notre impact collectif, nous intégrerons également 15 partenaires par an.

## Expansion régionale

---

D'ici 2028, nous visons à étendre l'exécution des programmes et la collaboration à de nouvelles régions et à établir 20 partenariats influents dans le monde entier.

## Sensibilisation, inclusion et éducation

---

Nous cherchons à atteindre 1,8 milliard de personnes dans les médias, 3 millions de courts-métrages et 60 000 téléchargements de nos publications et produits sur les droits numériques.

## Innovation des programmes

---

Nous améliorerons continuellement la conception de nos programmes en intégrant des questions émergentes telles que la cybersécurité, l'éthique des données, la gouvernance de l'IA et la réglementation. Nous visons à maintenir un taux de réussite des programmes de 90 % et à attirer 10 nouveaux partenaires de financement.

## Maintenir l'impact institutionnel et l'héritage

---

D'ici 2028, nous visons à nous classer parmi les 10 premières organisations à but non lucratif de la région, à atteindre un taux de satisfaction des employés de 95 % et à favoriser un environnement de travail inclusif et favorable à l'épanouissement de notre équipe.

## Être le meilleur lieu de travail

---

D'ici 2028, nous visons à nous classer parmi les 10 premières organisations à but non lucratif de la région, à atteindre un taux de satisfaction des employés de 95 % et à favoriser un environnement de travail inclusif et favorable à l'épanouissement de notre équipe.

## Priorités pour 2025

---

Nos priorités pour 2025 sont axées sur l'approfondissement de l'impact, l'amplification du plaidoyer et le renforcement de la durabilité. Nous intensifierons l'engagement avec les donateurs, les partenaires, les décideurs politiques, les bénévoles, les anciens élèves et les membres du conseil d'administration, en renforçant notre rôle d'acteur clé dans le discours sur les droits numériques. Notre événement phare, le Forum sur les droits et l'inclusion numériques (DRIF), continuera à servir de plateforme pour faire entendre la voix de nos communautés et façonner les conversations mondiales sur l'inclusion numérique et les droits de l'homme. Nous renforcerons notre empreinte médiatique par des campagnes, la création de contenu, la narration et des partenariats stratégiques avec les médias, en tirant parti des plateformes numériques pour accroître la visibilité et l'engagement. Nous améliorerons les systèmes internes et l'automatisation, renforcerons l'infrastructure informatique, soutiendrons la croissance des équipes et le développement des capacités et optimiserons la collaboration entre les équipes. Nous lancerons le cinquième court-métrage, Londa24 et le livre de l'initiative Paradigm, qui retrace notre parcours et notre vision.

Avec une énergie et un objectif renouvelés, nous sommes en mesure de façonner un avenir numérique plus inclusif, plus impactant et plus respectueux des droits dans le Sud global, qui ne laisse personne de côté.



374 Borno Way,  
Yaba 101245, Lagos,  
Nigeria.

 @paradigmhq  
[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Télécharger  
Les Outils d'impact de  
Paradigm initiative

